

**OC
SIQOCERT**

**ODG « Syndicat des
viticulteurs du Saint-Pourçain »**

AOC SAINT-POURCAIN

**PLAN DE CONTROLE
[VERSION 0 DU 26 JUIN 2014]**

- Vu** l'Organisation Commune de Marché Vitivinicole et la réglementation communautaire sur les appellations d'origine protégées et sur les vins ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** les directives du Conseil des Agréments et Contrôles (CAC) ;
- Vu** les circulaires de l'INAO ;
- Vu** les normes NF ISO 17065

- Vu la proposition de l'organisme de certification « SIQOCERT », représenté par son président ;
- Vu l'avis du syndicat « des viticulteurs de Saint-Pourçain », reconnue Organisme de Défense et de Gestion, représentée par son président ;
- Vu le cahier des charges des appellations d'origine « Saint-Pourçain » homologué par décrets.

Le présent plan de contrôle a été approuvé le :

VERSION	DATE	EVOLUTION	APPROBATION
0	26/06/14	Changement d'organisme de contrôle	

TABLE DES MATIERES

I – CHAMP D’APPLICATION	4
SCHEMA DE VIE	4
II – ORGANISATION DES CONTROLES	5
A- IDENTIFICATION ET HABILITATION DES OPERATEURS	5
1) <i>Dispositions transitoire</i>	5
2) <i>Identification</i>	6
2) <i>Habilitation</i>	6
3) <i>Modification d’exploitation</i>	7
B – CONTROLE RELATIF AU CAHIER DES CHARGES ET AU CONTROLE DES PRODUITS.....	7
1) <i>Autocontrôle</i>	7
2) <i>Contrôle interne</i>	8
3) <i>Contrôle externe</i>	8
C – EVALUATION DE L’ODG.....	9
1) <i>Critères d’évaluation de l’ODG</i>	9
2) <i>Modalités d’évaluation</i>	9
D – REPARTITION ET FREQUENCE DES CONTRÔLES.....	9
III – MODALITES DES AUTOCONTRÔLES, CONTRÔLES INTERNES ET CONTRÔLES EXTERNES	10
A – IDENTIFICATION ET HABILITATION DE L’OPERATEUR	1
B – CONDITION DE PRODUCTION.....	1
C – CONTROLE PRODUIT	1
IV – MODALITES D’ORGANISATION DU CONTROLE PRODUIT	20
A - CONTROLE INTERNE.....	20
1) <i>Déclenchement du contrôle et fréquence de contrôle</i>	20
2) <i>Définition des lots et organisation des prélèvements</i>	20
3) <i>Examen analytique</i>	20
4) <i>Déroulement de l’examen organoleptique</i>	20
5) <i>Résultats et conséquences de ce contrôle interne</i>	20
B – CONTROLE EXTERNE	20
1) <i>Fréquence de contrôle</i>	20
2) <i>Définition des lots et organisation des prélèvements</i>	20
3) <i>Examen analytique</i>	21
4) <i>Déroulement de l’examen organoleptique</i>	21
V – TRAITEMENTS DES MANQUEMENTS	23
A – MESURES CORRECTIVES DANS LE CADRE DU CONTROLE INTERNE.....	23
B – TRAITEMENT DES MANQUEMENTS DANS LE CADRE DU CONTROLE EXTERNE	23
1) <i>Classification des manquements</i>	23
2) <i>Suites aux manquements</i>	24
3) <i>Recours</i>	25
4) <i>Comité de Certification</i>	25
VI – GRILLE DE TRAITEMENTS DES MANQUEMENTS	26
ANNEXE I – LISTE DES DEFAUTS	38

Le plan de contrôle a pour objet d'organiser le contrôle du cahier des charges des vins d'appellation d'origine contrôlée « Saint-Pourçain » et comporte la déclinaison des éléments spécifiques.

Ce plan de contrôle permet de s'assurer du bon respect de l'origine des produits, du bon respect des dispositions relatives à la production, la transformation, l'élaboration et la mise à la consommation. Il permet de vérifier l'acceptabilité des produits dans son appellation.

L'ensemble des conditions de production sont décrites dans le cahier des charges homologué.

Ce plan de contrôle est présenté par SIQOCERT organisme de certification (OC), agréé par l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) AOP/IGP.

Ce plan de contrôle rappelle et précise :

- le champ d'application qui correspond au schéma de vie du produit ;
- les modalités d'identification des opérateurs ;
- les modalités de délivrance de l'habilitation des opérateurs ;
- pour chaque point contrôlé, la répartition entre l'autocontrôle, le contrôle interne et externe, ainsi que les méthodes d'évaluation et les fréquences de contrôle ;
- les modalités de désignation des membres de la commission chargée de l'examen organoleptique ainsi que les modalités de fonctionnement de cette commission ;
- les mesures sanctionnant les manquements aux cahiers des charges et les non-conformités des produits au regard de leur acceptabilité dans l'espace sensoriel de l'appellation.

L'organisme de certification adresse le présent plan de contrôle à l'ODG qui bénéficie du ou des certifications produits pour la ou les appellations dont il a la charge.

I – CHAMP D'APPLICATION

SCHEMA DE VIE

ETAPE	OPERATEUR	POINTS A CONTRÔLER
Production de raisin	Producteur	<ul style="list-style-type: none">- Aires et zones dans lesquelles différentes opérations sont réalisées- Encépagement Règles de proportion- Conduite du vignoble- Pratiques culturales- Récolte, transport et maturité du raisin- Rendements, entrée en production
Vinification	Vinificateur	<ul style="list-style-type: none">- Aires et zones dans lesquelles différentes opérations sont réalisées- Assemblage des cépages- Fermentation malo-lactique- Normes analytiques- Pratiques œnologiques et traitements physiques- Capacité globale de cuverie- Bon état d'entretien global du chai et du matériel
Mise à la consommation Mise en marché	Viticulteur Négociant	<ul style="list-style-type: none">- Acceptabilité organoleptique et analytique- Dispositions relatives au conditionnement- Dispositions relatives au stockage- Dispositions relatives à la circulation des produits et à la mise en marché à destination du consommateur- Règles de présentation et étiquetage

II – ORGANISATION DES CONTROLES

Les activités de contrôles comprennent :

- l'évaluation de l'ODG concerné qui bénéficie du ou des certifications produits pour la ou les appellations dont il a la charge et mentionnées dans le présent plan. Cette évaluation doit avoir été réalisée par l'OC et être conforme pour que l'ODG soit habilité et puisse intervenir dans le processus d'obtention de la ou les Appellations concernées.
- l'habilitation des opérateurs, adhérant ou non à l'ODG concerné. Ces derniers doivent être habilités par l'OC pour pouvoir intervenir dans le processus d'obtention de la ou les Appellations concernées.

SIQOCERT effectue une évaluation initiale de l'ODG à la certification après que la revue de contrat ait été réalisée et acceptée (cf. : procédure dans le manuel qualité). Cette évaluation a pour but de vérifier sa capacité à appliquer et maintenir les exigences de la certification.

Elle débouchera sur l'habilitation ou non de l'ODG.

L'ODG ne peut être habilité que s'il est reconnu ODG par l'INAO.

Si l'ODG est habilité, un certificat est émis et transmis à l'ODG sur lequel la portée de la certification est octroyée.

Si l'ODG n'est pas reconnu ou perd sa reconnaissance par l'INAO, l'habilitation octroyée par l'OC est caduque.

L'habilitation de l'ODG déclenche la procédure d'habilitation des opérateurs.

Si l'ODG n'est pas habilité. Il en est informé, les critères de refus lui sont précisés ainsi que les conditions nécessaires à une nouvelle habilitation.

Une fois l'ODG habilité, il rentre dans le processus des audits annuels ODG prévu dans le plan de contrôle ainsi que dans les conditions de maintien, suspension et retrait de certification.

A- IDENTIFICATION ET HABILITATION DES OPERATEURS

1) Dispositions transitoire

Sans préjudice de toute analyse de risque ayant mis en avant une nécessité d'effectuer certains contrôles, à la date de l'entrée en vigueur du présent plan de contrôle, tout opérateur bénéficiant d'une habilitation en cours délivrée par le directeur de l'INAO est réputé habilité par l'organisme certificateur en charge dudit plan de contrôle.

A la même date, toute procédure en cours à l'encontre d'un opérateur défaillant est prise en charge par l'organisme certificateur et poursuivie au vu des dispositions du plan de contrôle. Toutefois, les sanctions prévues dans le plan de contrôle ne s'appliquent pas si elles sont plus sévères que celles définies dans la grille de traitement des manquements annexée au plan d'inspection, lesquelles demeurent alors applicables aux manquements constatés avant l'entrée en vigueur du plan de contrôle.

Sont notamment considérées comme des procédures en cours, le traitement des informations transmises par l'ODG suite au contrôle interne, le suivi des anomalies et manquements constatés par l'organisme d'inspection, le suivi des mesures correctives ou correctrices dans les délais fixés par l'INAO, les contrôles supplémentaires et toute autre sanction notifiés par l'INAO ainsi que les recours en instance de traitement auprès de l'organisme d'inspection. »

2) Identification

Tous les opérateurs impliqués dans une des étapes du schéma de vie du produit sous appellation d'origine contrôlée telles que décrites au paragraphe I du présent plan de contrôle doivent déposer une déclaration d'identification auprès de leur ODG.

Les différents éléments figurant dans le tableau ci-dessous sont remis lors du dépôt de la déclaration d'identification.

	OPERATEUR	ELEMENTS CONCERNES
IDENTIFICATION	Déclaration d'identification à remplir par l'opérateur	Coordonnées de l'opérateur.
		Coordonnées du lieu de vinification, de stockage.
		Descriptif de l'outil de production, conditions de stockage.
	Documents à remettre par l'opérateur	Fourniture du plan de cave pour connaissance du cuvage : localisation de l'ensemble des contenants au sein des bâtiments/capacité volumique des contenants/numéros des cuves.
		Fourniture de la fiche CVI pour connaissance des parcelles, du niveau de densité de chaque parcelle et de l'encépagement.
	Documents à remettre à l'opérateur	<ul style="list-style-type: none"> - Remise du plan de contrôle approuvé par le Comité « Agrément et Contrôle » de l'INAO. - Remise du cahier des charges sous forme de fiches et d'autres documents utiles afin de s'assurer de la connaissance par l'opérateur des règles des AOC qu'il veut produire. - Modèles des registres de traçabilité prévus par le chapitre 2 du cahier des charges.
Engagements de l'opérateur (à signer dans la déclaration d'identification)	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les conditions de production fixées dans le cahier des charges. - Réaliser des autocontrôles et se soumettre aux contrôles internes et externes prévus par le présent plan de contrôle. - Supporter les frais liés aux contrôles susmentionnés. - Accepter de figurer sur la liste des opérateurs habilités. - Informer l'ODG de toute modification majeure le concernant ou affectant son outil de production. Cette information est transmise immédiatement à l'organisme de certification aux fins d'une nouvelle procédure d'habilitation. 	

Le dépôt de la déclaration d'identification se fait auprès de l'ODG, qui les transmet dans un délai maximum d'un mois, par tout moyen, à l'organisme de certification pour la procédure d'habilitation.

L'opérateur identifié est inscrit sur une liste tenue par l'ODG.

2) Habilitation

Tout opérateur qui demande une habilitation est contrôlé par l'OC dans un délai d'un mois maximum.

Ce contrôle préalable, réalisé par un agent de SIQOCERT, consiste en un contrôle documentaire et sur l'exploitation.

Le contrôle documentaire porte sur :

- la déclaration d'identification ;
- le plan de cave ;
- la fiche CVI.

Le contrôle sur l'exploitation a pour objet de vérifier la conformité de l'outil de production avec le cahier des charges au minimum sur les règles structurelles. Il est effectué en présence de l'opérateur.

L'habilitation des opérateurs est délivrée par l'OC, à l'issue d'un contrôle préalable favorable, sur la base du rapport d'évaluation établi par l'organisme de certification. Elle précise la portée d'habilitation. L'OC informe l'ODG et l'INAO de la décision d'habilitation dans les 15 jours ouvrés qui suit la validation du rapport d'évaluation.

La production de vins dans les AOC considérées débute une fois la décision d'habilitation prononcée par l'OC.

L'opérateur habilité est inscrit sur une liste tenue par l'OC et consultable auprès de l'ODG de l'OC et de l'INAO.

En cas de refus d'habilitation d'un opérateur, l'OC en informe l'opérateur et l'ODG en leur indiquant les motivations du refus.

L'habilitation des opérateurs peut être retirée par décision du comité de certification de SIQOCERT à la suite de constats réalisés par l'organisme de certification et selon la grille de traitement des manquements. Le retrait de l'habilitation est motivé et mentionne les outils de production sur lesquels il porte. L'OC informe l'opérateur, l'INAO et l'ODG de la suspension ou du retrait de l'habilitation dans un délai de 48 heures.

Si le nouvel opérateur reprend un outil de production déjà existant, il n'y a pas d'audit d'habilitation complet car la structure est connue, mais un contrôle documentaire des rapports déjà émis afin de vérifier de la conformité de l'outil de production avec le cahier des charges au moment de l'habilitation.

3) Modification d'exploitation

En cas de modification majeure d'un outil de production, une nouvelle procédure d'habilitation est engagée mais elle peut être que documentaire si la structure est connue.

Sont considérés comme modification majeure d'un outil de production :

- une augmentation de la superficie plantée en vignes de plus de 50% et d'au moins une demi SMI (Surface Minimum d'installation);
- un déplacement des lieux de vinification

Toute autre modification est considérée comme mineure et fait l'objet d'une information auprès de l'OC.

B – CONTROLE RELATIF AU CAHIER DES CHARGES ET AU CONTROLE DES PRODUITS

Le contrôle des conditions de production, de transformation, d'élaboration ou de conditionnement et le contrôle des produits comportent l'autocontrôle, le contrôle interne et le contrôle externe.

1) Autocontrôle

Tout opérateur doit procéder à des autocontrôles sur sa propre activité et à leur enregistrement. Afin de démontrer la réalisation de ces autocontrôles, l'opérateur doit tenir les documents définis au chapitre II du cahier des charges de l'appellation quand un volume a fait l'objet d'une revendication ainsi que les documents indiqués dans le tableau des modalités de contrôle du chapitre III du présent plan de contrôle. Il doit pouvoir justifier de ce qui y est

consigné. Ces documents doivent être consultables chez l'opérateur et/ou à l'adresse figurant sur la déclaration d'identification.

L'opérateur est tenu de conserver ces documents pendant un délai minimal de 5 ans à compter de la fin de la campagne viticole durant laquelle il les a établis.

2) Contrôle interne

L'ODG met en œuvre le contrôle interne afin de s'assurer du respect du cahier des charges par les opérateurs habilités.

Ce contrôle interne est réalisé selon les fréquences définies au paragraphe D et les modalités définies au chapitre III.

L'ODG conserve les documents attestant de la réalisation des contrôles internes à la disposition de l'organisme de certification pendant une durée de 5 ans.

3) Contrôle externe

L'OC met en œuvre le contrôle externe afin de s'assurer du respect du cahier des charges par les opérateurs habilités.

Ce contrôle externe est réalisé selon les fréquences définies au paragraphe D et les modalités définies au chapitre III.

L'OC conserve les documents attestant de la réalisation des contrôles externes à la disposition de l'INAO et du COFRAC pendant une durée de 5 ans.

C – EVALUATION DE L'ODG

1) Critères d'évaluation de l'ODG

Les critères d'évaluation de l'ODG par l'organisme de certification sont fondés sur :

- la conformité du mode de fonctionnement de l'ODG au regard des procédures concernées (cf. : directive INAO-DIR-CAC-1) ;
- = l'évaluation de la capacité de l'ODG à assumer le contrôle interne notamment à travers les moyens humains et techniques mis en place ;
- l'évaluation de la réalisation des contrôles internes et du suivi des mesures correctrices ou correctives;
- l'évaluation de la mise en œuvre des mesures prononcées par l'organisme de certification.

2) Modalités d'évaluation

L'évaluation par l'organisme de certification, du contrôle interne réalisé par l'ODG s'effectue lors d'une évaluation annuelle selon les modalités du tableau ci-dessous.

POINT À CONTROLER	ACTION DE CONTRÔLE	METHODE
Réalisation des contrôles	Evaluation du respect des fréquences et de la pression de contrôle	Vérification documentaire des contrôles réalisés
	Evaluation des contrôleurs Evaluation des procédures prévues à la directive contrôle interne	Evaluation sur le terrain des contrôles réalisés
Mesures correctives prononcées par l'OC suite à l'évaluation	Suivi des mesures	Vérification des mesures mises en place

D – REPARTITION ET FREQUENCE DES CONTRÔLES

Le tableau ci-dessous présente :

- les fréquences globales minimales de contrôle (contrôles internes et contrôles externes) ;
- les fréquences minimales des contrôles réalisés par l'organisme de certification ;
- les fréquences minimales des contrôles internes réalisés par l'ODG.

SITES THEMES	FREQUENCE ANNUELLE MINIMALE DES CONTRÔLES INTERNES	FREQUENCE ANNUELLE MINIMALE DES CONTRÔLES EXTERNES PAR L'ORGANISME DE CERTIFICATION (OC)	FREQUENCE ANNUELLE MINIMALE GLOBALE DE CONTRÔLE
Organisme de défense et de gestion	Néant	2 audits	2 audits
Habilitation de l'opérateur	100% des nouveaux opérateurs pour l'identification	100% des nouveaux opérateurs pour l'habilitation	100% des nouveaux opérateurs
Conditions de production à la vigne	10% des surfaces du vignoble	10% des surfaces du vignoble	20% des surfaces du vignoble
Conditions de production chez l'opérateur en cave	15% des opérateurs sur le site	5% des opérateurs sur le site	20% des opérateurs sur le site
Conditionnement et mise en marché	Néant	100% des déclarations effectuées par les opérateurs	100% des déclarations effectuées par les opérateurs
Contrôle produit	Au minimum un lot par opérateur	<p>Au minimum 1 contrôle organoleptique et analytique sur un lot (conditionné et/ou vrac) par produit par opérateur avec les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en fonction de tranches de volumes de vins ; • 1 contrôle sur le produit pour un volume de vins compris entre 1 hl et 1000hl ; • *2 contrôles sur le produit pour un volume de vins compris entre à 1000 hl strictement et 4000hl. • *3 contrôles sur le produit pour un volume de vins compris entre supérieur strictement à 4000 hl. <p>- 100% des produits qui font l'objet d'une transaction (vrac) expédiés hors du territoire national.</p>	Au minimum 1 contrôle organoleptique et analytique sur un lot (conditionné et/ou vrac) par produit (appellation Saint-Pourçain), par opérateur

*Pour autant que le nombre de lots de l'opérateur le permette

III – MODALITES DES AUTOCONTRÔLES, CONTRÔLES INTERNES ET CONTRÔLES EXTERNES

Les contrôles internes :

Ils sont réalisés pour les contrôles des conditions de production et les contrôles documentaires par un agent de l'ODG, accompagné ou non des commissions techniques ou par des commissions techniques.

Si la commission ne constate aucun manquement sur la parcelle, le contrôle se limite à son appréciation à dire d'expert. S'il y a un doute par rapport à un point du cahier des charges, le contrôle est enclenché selon les méthodes définies.

La désignation de ces commissions se fait par le conseil d'administration de l'ODG. L'organisation et le suivi de leurs travaux pourra être confiée à toute personne qualifiée que le conseil d'administration jugera compétente. Les contrôles produits sont réalisés par une commission de dégustation, composée de membres qualifiés ayant suivi une formation à l'analyse de la qualité organoleptique des vins validée par l'ODG.

La désignation de ces commissions se fait par le conseil d'administration de l'ODG. Ces membres sont tenus au respect de la confidentialité des données nominatives recueillies dans le cadre de leurs obligations. Le plan de contrôle prévoit que l'ODG transmet sans délai à l'organisme de contrôle, à des fins de traitement, l'information d'un constat de manquement, quel que soit son niveau de gravité lorsque :

- l'opérateur a refusé le contrôle,
- aucune mesure correctrice ne peut être proposée par l'ODG,
- les mesures correctrices n'ont pas été appliquées par l'opérateur
- l'application des mesures correctrices n'a pas permis à l'ODG de lever le manquement.

Ceci couvre notamment les situations où l'opérateur n'aurait pas respecté les délais de mise en œuvre prescrits par l'ODG, aurait refusé ou contesté la mise en œuvre des mesures correctrices.

Les contrôles externes :

L'opérateur est tenu de déposer une déclaration de récolte ou, le cas échéant, un formulaire SV11 ou SV12. Il doit déclarer les Volumes Substituables Individuels. Il établit une déclaration de revendication et, selon les cas, de transaction ou de mise à la consommation. Tous ces documents sont enregistrés par l'ODG (inscription de la date du jour de réception) qui les vérifie systématiquement notamment en ce qui concerne la concordance entre les surfaces et les volumes déclarés. Les déclarations incomplètes ne sont pas enregistrées. L'opérateur doit les compléter afin qu'elles puissent être enregistrées.

Les modalités et les fréquences des contrôles externes, lesquels portent sur la vérification de la réalisation des autocontrôles, le suivi des conditions de production, de transformation, d'élaboration ou de mise à la consommation, et le contrôle des produits, sont définies aux chapitres III et IV du présent plan de contrôle.

Les manquements des opérateurs aux exigences du cahier des charges et les non-conformités du produit au regard de son acceptabilité dans l'appellation d'origine sont traités selon la grille de traitement des manquements.

Le contrôle externe est fait par sondage avec ou sans prise de rendez-vous.

Concernant le contrôle des conditions de production, le contrôle externe consiste en :

- un contrôle vignoble et/ou chai. A l'issu du contrôle, l'agent de l'OC établit un rapport d'évaluation où il consigne les observations faites ainsi que les manquements;
- un suivi des actions correctrices ou correctives;

Le contrôle peut être réalisé en présence de l'opérateur ou de son représentant.

Le contrôle « vignoble » est réalisé en l'absence de l'opérateur. Si l'évaluateur ne constate aucun manquement sur la parcelle, le contrôle se limite à son appréciation à dire d'expert. S'il y a un doute par rapport à un point du cahier des charges, le contrôle est enclenché selon les méthodes définies.

Le contrôle produit consiste en un contrôle minimum par opérateur et par an. Il est effectué par sondage selon les tranches de volumes définies au chapitre IV.

Tout manquement des opérateurs aux exigences du cahier des charges et toute non conformité du produit au regard de son acceptabilité dans l'appellation d'origine, sont examinés selon la procédure de traitement des manquements.

Le contrôle analytique des produits est réalisé par un laboratoire habilité par l'INAO et accrédité COFRAC.

Les imprimés relatifs au contrôle produit sont conservés pendant un délai de 5 ans minimum, afin de pouvoir traiter les éventuelles réclamations.

Le tableau ci-après fixe les points à contrôler, la répartition, l'articulation et la fréquence entre les autocontrôles, les contrôles internes et les contrôles externes ainsi que la méthodologie et les documents sur lesquels s'appuient les opérations de contrôle.

A – IDENTIFICATION et HABILITATION DE L'OPERATEUR

POINT A CONTROLER	METHODOLOGIE		
	AUTOCONTROLES	CONTROLES INTERNES	CONTROLES EXTERNES
		Méthode	Méthode
Déclaration d'identification	<ul style="list-style-type: none"> - Imprimé suivant le modèle fourni par l'ODG adressé à l'ODG - Pièces jointes - Engagement de l'opérateur 	<ul style="list-style-type: none"> - Enregistrement : inscription de la date du jour de réception et vérification documentaire systématique des pièces requises. - Les déclarations incomplètes sont retournées par l'ODG aux opérateurs concernés dans un délai de 15 jours à compter de leur réception. 	
Habilitation		Néant	Voir II A 2 et 3

B – CONDITION DE PRODUCTION

POINT A CONTROLER	METHODOLOGIE		
	AUTOCONTROLES	CONTROLES INTERNES	CONTROLES EXTERNES
Connaissance des conditions de production	Possession du cahier des charges et du plan de contrôle en vigueur.		
Parcelles ayant fait l'objet d'une identification parcellaire (PPC)	- Vérification que les parcelles ont reçues un avis favorable - Fiche CVI à jour.	Contrôle documentaire	Contrôle documentaire et terrain
Vinification et élaboration dans l'aire géographique (PPC)	Déclaration d'identification	Contrôle documentaire	Contrôle documentaire
Encépagement et règles de proportion (PPC)	Fiche CVI à jour.	Contrôle documentaire et/ou terrain	Vérification documentaire de la fiche CVI et/ou Contrôle terrain
Mode de conduite du vignoble			
Densité de plantation (PPC)	Fiche CVI renseignée et tenue à jour.	Contrôle terrain.	Contrôle terrain et contrôle documentaire
Taille (PPC)	Contrôle terrain	Contrôle terrain	Contrôle terrain.
Nombre de rameaux fructifères	Contrôle terrain	Contrôle terrain	Contrôle terrain
Déclaration d'ébourgeonnage	Imprimé de déclaration adressé à l'ODG au plus tard le 15 mars.	Contrôle documentaire	
Palissage(PPC) et hauteur de feuillage	Contrôle terrain	Contrôle terrain	Contrôle terrain
Charge maximale moyenne à la parcelle (PPC)	Contrôle terrain	Contrôle terrain	Contrôle terrain
Seuil de manquants (PPC)	Contrôle terrain, liste et déclaration	Contrôle terrain	Contrôle documentaire et terrain
Etat cultural de la vigne	Contrôle terrain	Contrôle terrain.	Contrôle terrain
Autres pratiques culturales			
Entretien du couvert végétal des tournières (PPC)	Contrôle terrain	Contrôle terrain	Contrôle terrain
Déclaration de renouvellement des tournières	Déclaration adressée à en même temps que la revendication	Contrôle documentaire	Contrôle documentaire
Bâchage (PPC)		Contrôle terrain	

Boues et compost (PPC)	Contrôle terrain	Contrôle terrain	Contrôle terrain
Irrigation		Contrôle terrain.	Contrôle terrain
Maturité du raisin			
Richesse minimale en sucre des raisins (PPC)	Archivage du bulletin maturité issu du réseau maturité ou présence d'enregistrements de contrôles réalisés par l'opérateur	Contrôle terrain.	Contrôle documentaire et contrôle terrain.
Titre Alcoométrique Volumique Naturel Minimum (TAVNM)	Enregistrement du degré probable à l'encuvage sur le registre de traçabilité (moyenne des cuves).	Contrôle terrain et/ou contrôle documentaire des enregistrements.	Contrôle terrain et/ou contrôle documentaire des enregistrements.
Récolte			
Parcelles totalement vendangées			Contrôle terrain
Rendement – Entrée en production			
Rendement (PPC)	Etablissement des déclarations de récolte, SV11, SV12 et de revendication.		- Contrôle documentaire - Vérification des rendements autorisés. - Traitements des VSI et attestations de destruction.
Entrée en production des jeunes vignes et des vignes surgreffées	- Fiche CVI renseignée et tenue à jour.		Contrôle documentaire, et comparaison avec la déclaration de récolte ou SV11, SV12.
Vinification			
Pratiques œnologiques (PPC)	Tenue à jour et mise à disposition du registre de cave (détention des produits servant aux manipulations - enrichissement, acidification, désacidification, respect de l'interdiction de l'utilisation de charbons à usage œnologique interdiction des traitements thermiques, interdiction des copeaux de bois	Contrôle terrain et/ou contrôle documentaire	Contrôle terrain et contrôle documentaire
Assemblage des cépages (PPC)	Tenue à jour et mise à disposition du registre de cave : registre d'assemblage.	Contrôle terrain et/ou contrôle documentaire	Contrôle documentaire.
Assemblage des millésimes	Tenue à jour et mise à disposition du registre de cave : registre d'assemblage.	Contrôle terrain et/ou contrôle documentaire	Contrôle documentaire.
Capacité globale de cuverie de vinification. (PPC)	Tenue, affichage dans la cave et fourniture à l'OC d'un plan de cave (localisation de l'emplacement de l'ensemble des contenants au sein des bâtiments, volume des contenants, numéros et nature des cuves)	Contrôle terrain et/ou contrôle documentaire	Contrôle documentaire (avec la déclaration d'identification) Contrôle terrain

Enrichissement			
TAV maximum après enrichissement (PPC)	Analyses du TAV total maximum de chaque cuve enrichie	Contrôle terrain et/ou contrôle documentaire	Contrôle documentaire.
Entretien du chai et du matériel		Contrôle terrain	Contrôle terrain
Stockage (PPC)	- Descriptif de l'outil de production en accompagnement de la demande d'identification. - Lieu adapté pour le stockage des produits conditionnés.	Contrôle terrain et/ou contrôle documentaire	- Contrôle documentaire (avec la déclaration d'identification). - Contrôle documentaire et de terrain
Obligations déclaratives :			
Déclaration de revendication (PPC) et documents annexes (DR, SV11 et SV12)	- Imprimé unique par appellation et par couleur adressé à l'ODG au plus le 31 décembre. Pour les opérateurs commercialisant du vin au 1 ^{er} décembre (suite à l'avis favorable du Comité Régional INAO Val de Loire sur la demande de l'ODG de commercialiser certains vins à cette date), une seule déclaration de revendication partielle comprenant tous les vins devant être commercialisés au 1 ^{er} décembre doit être adressé à l'ODG au moins quinze jours avant la première sortie de produits du chai de vinification.	Dépôt	Contrôle documentaire Contrôle terrain en corrélation avec la capacité globale de cuverie.
Déclaration de déclassement	Imprimé récapitulatif trimestriel à transmettre à l'OC et à l'ODG.		Contrôle documentaire
Déclaration d'intention de conditionnement ou de transaction en vrac d'un vin d'un nouveau millésime	Imprimé à transmettre à l'ODG	Contrôle documentaire	

C- CONTROLE PRODUIT

POINT A CONTROLER	METHODOLOGIE		
	AUTOCONTROLES	CONTROLES INTERNES	CONTROLES EXTERNES
		Méthode	Méthode
Déclaration préalable à la transaction et à la retraitaison	Etablissement des déclarations systématiques de transaction et transmission à l'OC avant toute opération. La mise en marché ne peut pas avoir lieu avant la déclaration préalable de transaction à l'OC et la connaissance de la suite donnée à cette déclaration par les organismes compétents. Une déclaration peut comporter plusieurs transactions.		Contrôle documentaire avec inscription de la date de réception de la déclaration. L'opérateur est informé de la suite donnée à sa déclaration dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la date de recevabilité de la déclaration (dossier complet) si dépôt avant 12 heures. En cas de contrôle produit, les suites à donner seront connues dans ce même délai.
Déclaration relative à l'expédition hors du territoire national d'un vin non-conditionné	Etablissement des déclarations d'expédition hors du territoire national et transmission à l'OC. La mise en marché ne peut pas avoir lieu avant la déclaration préalable de transaction à l'OC et la connaissance de la suite donnée à cette déclaration par les organismes compétents. Une déclaration peut comporter plusieurs transactions.		Contrôle documentaire avec inscription de la date de réception de la déclaration. L'opérateur est informé de la suite donnée à sa déclaration dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la date de recevabilité de la déclaration (dossier complet) si dépôt avant 12 heures. En cas de contrôle produit, les suites à donner seront connues dans ce même délai.)
Déclaration de mise à la consommation (bouteilles, bag in box, tirés bouchés)	Pour les opérateurs, la mise en marché peut avoir lieu sans déclaration préalable de conditionnement à l'OC. L'ensemble des opérateurs procédant au conditionnement est tenu de fournir à l'OC une déclaration trimestrielle récapitulative des conditionnements consistant en une copie du registre d'embouteillage. Ce registre est adressé trimestriellement dans les 10 jours ouvrés qui suivent le dernier jour de chaque trimestre.		Contrôle documentaire avec inscription de la date de réception de la déclaration.

	<p>L'opérateur doit conserver pendant 6 mois à disposition de l'OC, 4 échantillons par lot conditionné pour les lots de bouteilles, si bouteilles de 75cl sinon garder le nombre de bouteilles pour que le volume gardé corresponde à 3 litres et un échantillon par lot conditionné pour les lots conditionnés en bag-in-box, en vue des contrôles produit conformément à l'article D644-36 du code rural.</p> <p>Les opérateurs qui font plus de 42 mises dans l'année peuvent opter pour la déclaration trimestrielle récapitulative des conditionnements, ou par dérogation, pour le contrôle inopiné. Dans ce cas, l'opérateur doit en faire la demande auprès de l'OC la première fois qu'il opte pour ce système. Cette dérogation est renouvelée par tacite reconduction sauf si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'opérateur ne fait plus le minimum de mises dans l'année. Il doit alors le signaler à l'OC et repasser en déclaration systématique ; - ce système lui est retiré par l'OC. <p>Le nombre de mise est le nombre de lots effectués dans l'année toutes appellations viticoles françaises confondues.</p> <p>Dans le cas du contrôle inopiné, l'opérateur est tenu de transmettre à l'OC :</p> <p>une déclaration trimestrielle récapitulative des mises à la consommation consistant en une copie du registre d'embouteillage. Ce registre est adressé dans les 10 jours ouvrés qui</p>		
--	--	--	--

	<p>suivent le dernier jour de chaque trimestre.</p> <p>Le contrôle peut avoir lieu sur les stocks et/ou sur les chaînes d'embouteillage.</p> <p>Il est à noter que cette dérogation peut être retirée à un opérateur si aucun prélèvement n'a été possible deux fois consécutivement. Afin d'éviter ce problème, l'opérateur peut prendre l'initiative d'envoyer un prévisionnel de mise à la consommation.</p>		
Information sur les lots distribués en petit vrac (vins à la tireuse)	<p>Pour les lots distribués en petit vrac, établissement de déclarations de conditionnement systématique et transmission à l'OC. Cette procédure doit être renouvelée pour chaque nouveau lot et/ou tous les 6 mois.</p> <p>La mise en marché ne peut pas avoir lieu avant la déclaration de mise à la consommation à l'OC et la connaissance de la suite donnée à cette déclaration par les organismes compétents.</p>	Néant	Contrôle documentaire avec inscription de la date de réception de la déclaration.
Examens analytiques (PPC)	Réalisation et mise à disposition des analyses à faire avant conditionnement.		Réalisation d'une analyse par un laboratoire accrédité COFRAC Définition des lots et des modalités de prélèvement au Chapitre IV.
Examens organoleptiques (PPC)	Néant	Réalisation d'un examen sensoriel par un jury de 3 dégustateurs qui apprécie : - la couleur ; - l'odeur ; - la gout ; - l'acceptabilité dans la famille organoleptique de l'AOC.	Réalisation d'un examen sensoriel par un jury de 5 dégustateurs qui apprécie : - la couleur ; - l'odeur ; - la gout ; - l'acceptabilité dans la famille organoleptique de l'AOC considérée ; Modalités détaillées au chapitre IV
Règles de présentation et d'étiquetage (PPC)	Respect des dispositions du cahier des charges (chapitre I, point XII)	Néant	Contrôle documentaire et contrôle terrain

Les Principaux Points à Contrôler sont en caractères gras et identifiés par l'abréviation entre parenthèses suivante : **(PPC)**.

IV – MODALITES D'ORGANISATION DU CONTROLE PRODUIT

A - CONTROLE INTERNE

1) Déclenchement du contrôle et fréquence de contrôle

Au minimum, seront faits les contrôles d'un lot par opérateur en contrôle interne. Chaque dégustation est organisée par l'ODG sur la base d'échantillons de vins prêts à être commercialisés.

2) Définition des lots et organisation des prélèvements

Le prélèvement sera réalisé par le personnel de l'ODG, sur cuve ou sur pile.

3) Examen analytique

Une analyse du lot prélevé est demandée lors du prélèvement chez l'opérateur. Si l'opérateur n'en dispose pas, l'échantillon prélevé sera envoyé pour analyse.

4) Déroulement de l'examen organoleptique

L'anonymat, les conditions de dégustation et la levée de l'anonymat sont identiques à ceux du contrôle externe. Les commissions sont composées de jurys qui, afin de pouvoir statuer, doivent comporter au minimum cinq membres présents.

5) Résultats et conséquences de ce contrôle interne

L'ODG avise l'opérateur dans le délai de 10 jours ouvrés à compter de la date du bilan de la dégustation.

L'ODG peut proposer à l'opérateur, en tant que de besoin, toute action corrective.

En cas de non remise en conformité, l'Organisme de Défense et de Gestion en informe l'organisme de certification, aux fins de déclenchement de contrôles externes dans un délai de 5 jours ouvrés.

B – CONTROLE EXTERNE

1) Fréquence de contrôle

Le contrôle des vins consiste en 1 contrôle minimum par an et par opérateur selon les modalités définies dans le paragraphe D. Répartition et fréquence de contrôle du chapitre II. Organisation des contrôles.

2) Définition des lots et organisation des prélèvements

Les échantillons sont constitués sur la base de lots suivants :

- vins non conditionnés : chaque lot doit correspondre à des récipients identifiés ne pouvant être supérieurs à 1500 hl
- Vins en pièces : le lot correspond à une pièce choisie au hasard lorsque le lot est constitué de 5 pièces ou moins, 2 pièces lorsque le lot est constitué de 6 à 10 pièces.

- Vins conditionnés : le lot correspond aux échantillons représentatifs du lot conditionné que chaque opérateur doit conserver selon les termes de l'article D.645-18 du code rural et de la pêche maritime.

Le prélèvement est effectué par des agents de prélèvement de l'organisme de certification. Il se fonde sur la déclaration de transaction ou de conditionnement. La nature du contenu doit être identifiée annuellement sur chaque contenant. Les lots conditionnés doivent être individualisés dans le lieu d'entrepôt.

Chaque prélèvement comporte au minimum 4 échantillons par lot :

- 1 est destiné à l'examen analytique,
- 1 est destiné à l'examen organoleptique,
- 1 est gardé pour le recours éventuel,
- 1 est gardé comme témoin par l'OC.

Chaque prélèvement est effectué selon la procédure détaillée dans le guide du prélèvement. Chaque échantillon prélevé est muni d'un dispositif permettant l'identification du lot correspondant. L'échantillon est transporté et stocké par les agents de prélèvement de l'organisme de certification.

3) Examen analytique

L'examen analytique est effectué par un laboratoire habilité par l'INAO et accrédité COFRAC.

L'examen analytique porte sur les éléments suivants :

- titre alcoométrique acquis ;
- titre alcoométrique total ;
- sucres totaux exprimés en termes de glucose et de fructose ;
- acidité totale ;
- acidité volatile ;
- anhydride sulfureux total (SO₂) ;
- acide malique sur les vins rouges conditionnés.

4) Déroulement de l'examen organoleptique

L'anonymat est effectué par un agent habilité de l'organisme de certification dans des conditions strictes afin de pouvoir garantir cet anonymat au cours de l'ensemble des opérations, et ce, jusqu'au dépouillement des résultats. Les échantillons sont présentés aux membres du jury de manière codifiée (AOC, millésime et numéro d'ordre).

L'échantillon est remis à température ambiante pour la dégustation.

Le nombre d'échantillons par couleur et par millésime soumis à la dégustation est de 3 minimum et de 20 maximum par jury.

L'examen des vins présentés porte sur les critères visuels, olfactifs et gustatifs. Il se déroule dans une salle de dégustation adaptée, à bonne température et avec de la vaisselle propre.

L'OC planifie les commissions d'examen organoleptique, convoque les dégustateurs, désigne le/les jurys et anime le/les jury(s), choisit et qualifie l'animateur du/des jurys.

Chaque membre du jury déguste individuellement en silence, évalue et détermine seul l'acceptabilité du produit dans la famille de l'appellation d'origine contrôlée revendiquée et, le cas échéant, identifie et qualifie les défauts. Les qualificatifs utilisables sont choisis dans

une liste validée par l'ODG qui figure en annexe au présent plan de contrôle.

L'appréciation globale du jury se fait à la majorité à partir des fiches individuelles de chaque dégustateur. Les motifs de non-conformité ainsi que leur intensité sont inscrits sur la fiche de consensus par l'animateur désigné, après délibération des membres du jury. La fiche de consensus est systématiquement signée par les membres du jury.

A l'issue de la dégustation, la fiche de consensus et les fiches de dégustation sont remises à l'organisme de certification. La fiche de consensus et les fiches de dégustation sont utilisées pour établir le manquement.

Les commissions chargées de l'examen organoleptique doivent comprendre obligatoirement les trois collèges suivants :

- techniciens au sens de personnes justifiant d'une technicité reconnue pour travailler dans la filière, et notamment les courtiers,
- porteurs de mémoire du produit au sens des opérateurs habilités (vignerons ou négociants) ou retraités reconnus par la profession,
- usagers du produit : toute personne proposée à l'ODG par l'organisme de contrôle, professionnels de la restauration ou du commerce de vins, consommateurs avertis.

En fonction de ses qualités, et sans excéder deux personnes par jury, une même personne peut demander à être inscrite au collège des techniciens ou à celui des usagers.

Chaque commission est composée d'un ou plusieurs jurys qui, afin de pouvoir statuer doivent comporter au minimum :

- cinq membres présents, et pour tout nombre supérieur, un nombre impair de membres ;
- des membres représentant deux des trois collèges cités ci-dessus,
- un ou des membres représentant le collège des porteurs de mémoire.

Chaque année, l'ODG propose des dégustateurs à l'organisme de certification. Les dégustateurs sont formés régulièrement par l'ODG.

Les dégustateurs sont évalués régulièrement par l'organisme de certification à partir des statistiques individuelles.

L'organisme de certification, au vu des résultats sur une campagne se réserve le droit d'exclure de la commission des dégustateurs qui ne répondraient pas aux critères de l'évaluation.

Il en informe l'ODG.

A la demande de l'OC, l'ODG peut proposer d'autres dégustateurs pour assurer le renouvellement.

Un bilan des examens organoleptiques, sur le produit et les dégustateurs, est effectué par l'organisme de certification.

V – TRAITEMENTS DES MANQUEMENTS

A – MESURES CORRECTIVES DANS LE CADRE DU CONTROLE INTERNE

L'ODG assure le suivi des mesures correctives afin de vérifier leur réalisation et leur efficacité.

Le suivi d'une mesure corrective est réalisé avec un document reprenant notamment, les coordonnées de l'opérateur concerné, le rappel du manquement constaté et la mesure corrective demandée.

L'ensemble des documents liés à la préconisation de mesures correctives est conservé et mis à la disposition de l'organisme de certification lors des audits périodiques.

Lorsque le résultat du contrôle interne donne lieu à des mesures correctives, en cas de non conformité constatée par l'ODG, l'ODG transmet sans délai à l'organisme de contrôle, à des fins de traitement, l'information d'un constat de manquement, quel que soit son niveau de gravité, lorsque :

- L'opérateur a refusé le contrôle ;
- Aucune mesure correctrice ne peut être proposée à l'ODG ;
- Les mesures correctrices n'ont pas été appliquées par l'opérateur ;
- L'application des mesures correctrices n'a pas permis à l'ODG de lever le manquement.

B – TRAITEMENT DES MANQUEMENTS DANS LE CADRE DU CONTROLE EXTERNE

1) Classification des manquements

Une grille de traitement des manquements est établie par l'OC, après avis de l'ODG, et détermine les principales suites à prononcer.

Tout constat de manquement donne lieu à la rédaction d'une fiche de manquement par l'OC:

- qui classe ce manquement dans l'une des 3 catégories mineur, majeur ou grave en fonction de la catégorie du défaut précisé en annexe,
- qui permet une proposition d'action correctrice ou corrective, dont la mise en œuvre effective sera vérifiée par l'OC.

Pour l'opérateur :

- manquement mineur = manquement non "réhibitoire" pour le produit ; manquement présentant un risque faible d'incidence sur le produit ;
- manquement majeur = manquement ayant un impact sur la qualité du produit (condition de transformation ou contrôle produit par exemple) ;
- manquement grave ou critique = manquement sur les caractéristiques fondamentales de l'appellation (zone de production, variété,...)

Pour l'ODG :

- manquement mineur = non-respect d'une règle, ne portant pas atteinte à l'efficacité de la mission de contrôle interne de l'ODG ;

- manquement majeur = non-respect d'une règle susceptible, en fonction de l'étendue du manquement constaté, de porter atteinte à l'efficacité de la mission de contrôle interne de l'ODG ;
- manquement grave ou critique = non-respect d'une règle remettant fondamentalement en cause la mission de contrôle interne de l'ODG.

2) Suites aux manquements

La liste des mesures sanctionnant les manquements au cahier des charges est présentée sous forme d'un tableau déterminant les principales suites à prononcer en fonction de constats de manquements mineurs, majeurs ou graves/critiques.

La liste des mesures sanctionnant les manquements relevés chez les opérateurs comprend :

- avertissement (qui sous-entend une demande de mise en conformité selon un Plan de Mise en Conformité), qui peut s'accompagner d'un contrôle supplémentaire par rapport au manquement constaté) ;
- contrôle(s) supplémentaire(s) à la charge de l'opérateur en vue d'augmenter la pression de contrôle sur les conditions de production ou sur le produit ;
- réfaction de rendement pouvant être revendiqué ;
- retrait du bénéfice de l'AOC (pour la part de production concernée) (d'un volume de vins encore en stock de la récolte considérée) (pour la part de récolte concernée) (pour le lot concerné). (Le vin) (Les vins) faisant l'objet de la présente décision peut être commercialisé en vin de table sous réserve de répondre aux conditions fixées par la réglementation en vigueur pour le classement dans cette catégorie de vin.
- retrait du bénéfice de l'AOC sur tout ou partie de la production ou tout ou partie d'un outil de production ;
- suspension de l'habilitation de l'opérateur en cause ; la suspension d'habilitation peut être partielle en ce qu'elle ne concerne qu'une activité particulière, et court jusqu'à la mise en conformité ;
- retrait de l'habilitation de l'opérateur en cause ; le retrait d'habilitation peut être partiel en ce qu'il ne concerne qu'une activité particulière. La décision de retrait précise le délai minimum fixé pour le dépôt d'une nouvelle déclaration d'identification en vue d'une habilitation. En outre, en cas de retrait, le comité de certification doit se prononcer sur le devenir des lots conditionnés ou non quelque soit le millésime présents en cave. Ces lots peuvent être déclassés et ne pas pouvoir prétendre à l'AOC initialement revendiquée.

La liste des mesures sanctionnant les manquements relevés chez l'ODG comprend :

- avertissement ;
- contrôle supplémentaire à la charge de l'ODG et/ou modification du plan de contrôle ;
- suspension ou retrait de la reconnaissance de l'ODG.

Le retrait de reconnaissance d'un ODG peut intervenir :

- en cas de manquements graves ou critiques,
- suite à la répétition ou au cumul de manquements.

Toute sanction peut être accompagnée d'une mise en demeure de se conformer au cahier des charges selon un plan de mise en conformité dans un délai donné. Cette mise en conformité est vérifiée par l'OC.

L'opérateur ou l'ODG doit fournir à l'OC toutes les informations nécessaires à l'évaluation. Dans le cas contraire, l'opérateur devra fournir les éléments en question dans les délais déterminés par l'OC. Le non respect de ces délais sera considéré comme un manquement sur le point à contrôler du niveau le plus important prévu par la grille de traitement des manquements.

En cas de refus de contrôle, le comité de certification peut prononcer une suspension ou un retrait d'habilitation.

Lorsqu'une décision de retrait du bénéfice de l'appellation d'origine contrôlée pour un lot ou pour l'ensemble de la production est notifiée à un opérateur ou en cas de retrait d'habilitation, ou de mise à la consommation de produits issus d'opérateurs indûment habilités, l'organisme certificateur informe les services de l'INAO dans un délai de 7 jours suivant la date de décision ou de la validation de ce constat.

3) Recours

Après toute notification, par l'organisme de certification, d'un rapport accompagné d'une ou des fiches de manquement, tout opérateur ou l'ODG peut demander un recours sur un constat de contrôle dans un délai fixé par les procédures de l'organisme de certification. L'OC doit être en mesure de proposer et de traiter ce recours selon les modalités qu'il aura prévues dans une procédure interne et conformes à la circulaire INAO-CIR-2010-01.

4) Comité de Certification

Les décisions relatives aux manquements sont prises par le Comité de certification ou par délégation de ce comité par le directeur de certification ou son suppléant.

Les règles de fonctionnement de ce comité, c'est-à-dire : rôles et compétences, composition, organisation ... sont définies dans le règlement intérieur du comité de certification.

Pour les cas qui lui sont présentés, le comité étudie les réponses de l'opérateur et statue sur la ou les sanctions à notifier en s'appuyant sur la grille des manquements.

Les décisions du comité sont adressées par mail, fax ou courrier à l'opérateur dans les 7 jours ouvrés qui suivent la séance.

Précisions concernant les clients que sont les ODG

Le comité ayant statué sur la l'habilitation de l'ODG, il applique pour celui-ci les conditions de maintien, de suspension et de retrait de la certification au même titre qu'un opérateur.

Il est précisé que la suspension ou le retrait de la certification d'un client entraîne la suspension immédiate des activités de certification pour l'ensemble des opérateurs intervenant dans le ou les cahiers des charges de l'ODG concerné.

Le retrait de la certification pour un client est indépendant de sa reconnaissance en tant qu'ODG délivré par l'INAO.

La reprise éventuelle des activités d'un client pour lequel le comité de certification a acté un retrait de la certification est soumise à la même procédure que pour un opérateur à savoir :

- la réalisation d'une évaluation spécifique du client donc de l'ODG
- le traitement des résultats de cette évaluation par le comité de certification selon les procédures établies

- l'habilitation ou non de ce client selon la décision actée

Recours et appels auprès du comité de certification

L'opérateur a la possibilité de faire un recours de la décision relative au(x) manquement(s) qui lui est notifié par le Comité de certification ou par délégation de ce comité par le directeur de certification ou son suppléant.

Si le résultat de ce recours ne le satisfait toujours pas, il a la possibilité de faire appel de la décision du comité de certification.

Les conditions de recours ou d'appel d'une décision du comité de certification sont décrites dans la procédure en vigueur et dans le règlement intérieur du comité de certification. La procédure est communiquée à l'opérateur lors de la notification de la sanction ou de la décision suite à un recours.

VI – GRILLE DE TRAITEMENTS DES MANQUEMENTS



A) Tableaux de synthèse (m : mineur / M : majeur / G : grave ou critique)

1) Evaluation des opérateurs

Classification des manquements	Conditions production	Produit	Obligations déclaratives
mineur m	- avertissement et/ou contrôle supplémentaire	- avertissement et/ou contrôle supplémentaire	- avertissement et/ou contrôle supplémentaire
majeur M	- contrôle supplémentaire et/ou - suspension d'habilitation et/ou - réfaction de rendement pouvant être revendiqué et/ou - retrait du bénéfice de l'AOC sur tout ou partie de la production ou tout ou partie d'un outil de production	- contrôle supplémentaire et/ou - retrait ou suspension du bénéfice de l'AOC sur tout ou partie de la production ou tout ou partie d'un outil de production	- contrôle supplémentaire et/ou - suspension d'habilitation et/ou - retrait du bénéfice de l'AOC sur tout ou partie de la production ou tout ou partie d'un outil de production
grave /critique G	- retrait d'habilitation et/ou - retrait du bénéfice de l'AOC sur tout ou partie de la production ou tout ou partie d'un outil de production	- retrait du bénéfice de l'AOC sur tout ou partie de la production ou tout ou partie d'un outil de production - retrait ou suspension d'habilitation	- retrait ou suspension d'habilitation et/ou - retrait du bénéfice de l'AOC sur tout ou partie de la production ou tout ou partie d'un outil de production

2) Evaluation de l'ODG

Classification des manquements	Application plan de contrôle	
	Gestion des moyens	Gestion des procédures
mineur m	- avertissement	- avertissement
majeur M	- évaluation supplémentaire à la charge de l'ODG et/ou - modification du plan de contrôle	- évaluation supplémentaire à la charge de l'ODG et/ou - modification du plan du plan de contrôle
grave /critique G	- suspension ou retrait de la reconnaissance	- suspension ou retrait de la reconnaissance

POINT A CONTROLER	CODE	LIBELLE MANQUEMENT	CLASSIFICATION MANQUEMENT	SANCTION	SANCTION SI ABSENCE DE MISE EN CONFORMITE ET/OU RECIDIVE
Maîtrise des documents et organisation	ODG01	Défaut de diffusion des informations	M	M Evaluation supplémentaire à la charge de l'ODG et éventuellement modification du plan de contrôle.	
	ODG02	Absence d'enregistrement relatif à la diffusion des informations	m	m Avertissement.	M Evaluation supplémentaire à la charge de l'ODG et éventuellement modification du plan de contrôle.
	ODG03	Défaut de suivi des déclarations d'identification	G	G Suspension ou retrait de l'habilitation et transmission à l'INAO en vue de la suspension ou retrait éventuel de la reconnaissance en ODG.	
	ODG04	Absence d'enregistrement des déclarations d'identification	G	G Suspension ou retrait de l'habilitation et transmission à l'INAO en vue de la suspension ou retrait éventuel de la reconnaissance en ODG.	
	ODG05	Absence de mise à disposition de la liste des opérateurs habilités	M	M Evaluation supplémentaire à la charge de l'ODG et éventuellement modification du plan de contrôle	G Suspension ou retrait de l'habilitation et transmission à l'INAO en vue de la suspension ou retrait éventuel de la reconnaissance en ODG.
	ODG06	Défaut dans le système documentaire	m	m Avertissement.	
	ODG14	Défaut dans le suivi des membres des commissions d'examen organoleptique	m	m Avertissement.	M Evaluation supplémentaire à la charge de l'ODG.
Suivi des résultats des contrôles internes et de la mise en place des actions correctives	ODG07	Planification des contrôles internes absente ou incomplète	m	m Avertissement	
	ODG08	Négligences dans le contenu des rapports de contrôle interne	m	m Avertissement	
	ODG09	Défaut dans la mise en œuvre du plan de contrôle interne, en ce qui concerne les fréquences et le contenu des interventions	m	m Avertissement	
	ODG10	Absence de suivi des manquements relevés en interne	M	M Evaluation supplémentaire à la charge de l'ODG et éventuellement modification du plan de contrôle	
Maîtrise des moyens humains	ODG11	Défaut de maîtrise des moyens humains en charge du contrôle interne	M	M Evaluation supplémentaire à la charge de l'ODG et éventuellement modification du plan de contrôle	

POINT A CONTROLER	CODE	LIBELLE MANQUEMENT	CLASSIFICATION MANQUEMENT	SANCTION	SANCTION SI ABSENCE DE MISE EN CONFORMITE ET/OU RECIDIVE
	ODG12	Absence de document de mandatement formalisé, le cas échéant	m	m Avertissement	M Evaluation supplémentaire à la charge de l'ODG et éventuellement modification du plan de contrôle
Maîtrise des moyens matériels	ODG13	Défaut de maîtrise des moyens matériels	M	M Evaluation supplémentaire à la charge de l'ODG et éventuellement modification du plan de contrôle	

OPERATEUR

POINT A CONTROLER	CODE	LIBELLE MANQUEMENT	CLASSIFICATION MANQUEMENT	SANCTION	SANCTION SI ABSENCE DE MISE EN CONFORMITE ET/OU RECIDIVE
Déclaration d'identification Engagement de l'opérateur	OP01	Absence d'identification ou identification erronée dans le cadre d'un démarrage de production	M	M Refus d'habilitation	
	OP03	Absence d'information auprès de l'organisme de défense et de gestion de toute modification concernant l'opérateur et affectant son (ou ses) outil(s) de production	m ou M en fonction de la nature de l'information	m Avertissement. M Contrôle supplémentaire	
Réalisation des contrôles	OP99	Refus de contrôle (refus d'accès, insulte à auditeur, attitude agressive, absence de réponses, etc.)	G	G Retrait de l'habilitation	G Retrait de l'habilitation
	OP100	Absence de réalisation du contrôle interne (suite au non paiement des cotisations à l'ODG)	G	G Retrait de l'habilitation	
	OP101	Absence de réalisation du contrôle externe (suite au non paiement des frais de contrôle externe à l'OC)	G	G Retrait de l'habilitation	
Aire géographique (et aire de proximité immédiate) et aire parcellaire délimitée	OP05 (PPC)	Vignes et/ou chai situé hors de l'aire géographique et hors de l'aire de proximité immédiate	G	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production du chai et/ou pour la production issue des parcelles concernées, et—selon le cas retrait d'habilitation pour l'activité vinification	
	OP06 (PPC)	Fiche CVI erronée ou non tenue à jour	M	M Suspension de l'habilitation au delà d'un délai pour la mise à jour du CVI.	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées.

POINT A CONTROLER	CODE	LIBELLE MANQUEMENT	CLASSIFICATION MANQUEMENT	SANCTION	SANCTION SI ABSENCE DE MISE EN CONFORMITE ET/OU RECIDIVE
Encépagement et règles de proportion	OP07 (PPC)	Non respect des règles d'encépagement (cépages autorisés, règles de proportion à l'exploitation...)	G	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées et/ou les lots d'AOC concernés	
	OP08 (PPC)	Fiche CVI erronée ou non tenue à jour	M	M Suspension de l'habilitation au delà d'un délai pour la mise à jour du CVI.	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées.
Conduite du vignoble	OP09 (PPC)	Fiche CVI erronée ou non tenue à jour avec densité non conforme au CDC	M	M Suspension de l'habilitation au delà d'un délai pour la mise à jour du CVI.	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées.
	OP10 (PPC)	Fiche CVI erronée ou non tenue à jour avec densité conforme au CDC	M	M Suspension de l'habilitation au delà d'un délai pour la mise à jour du CVI.	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées.
	OP13 (PPC)	Non respect de la densité minimale à la plantation	G	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées et contrôle supplémentaire sur d'autres parcelles.	
	OP 108 (PPC)	Non respect de l'écartement entre rangs	G	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées et contrôle supplémentaire sur d'autres parcelles.	
	OP 109 (PPC)	Non respect de l'écartement entre pieds	G	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées et contrôle supplémentaire sur d'autres parcelles.	
	OP14 (PPC)	Non respect des règles de palissage	M	M Avertissement et contrôle de mise en conformité	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour les parcelles concernées ou suspension d'habilitation
	OP15 (PPC)	Non respect des règles de hauteur de feuillage	m	m Avertissement	
	OP19 (PPC)	Non respect des règles de taille	M	M Contrôle de mise en conformité	
OP20 (PPC)	Non respect des règles de taille ou absence de taille, si constat après le 15 mai	G	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées.		

POINT A CONTROLER	CODE	LIBELLE MANQUEMENT	CLASSIFICATION MANQUEMENT	SANCTION	SANCTION SI ABSENCE DE MISE EN CONFORMITE ET/OU RECIDIVE
	OP131 (PPC)	Non respect du nombre de rameaux fructifères	G	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées.	
	OP21 (PPC)	Non respect de la charge maximale moyenne à la parcelle	M	M Avertissement et contrôle de mise en conformité Et interdiction de vendanger avant le second contrôle.	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées et contrôle supplémentaire sur d'autres parcelles.
	OP22 (PPC)	Liste des parcelles présentant des pieds morts ou manquants non tenue à jour, absence de la liste ou liste erronée dans le cas où des parcelles devraient y figurer	M	M Contrôle de mise en conformité et contrôle vigne	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées et contrôle supplémentaire sur d'autres parcelles.
	OP23	Parcelle à l'abandon ou en friche	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées.	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées et contrôle supplémentaire sur d'autres parcelles.
	OP24	Mauvais état sanitaire (feuillage et/ou enherbement)	m ou M (en fonction de l'étendue)	m Avertissement. M Avertissement et contrôle supplémentaire sur d'autres parcelles et/ou éventuellement réfaction de rendement.	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées.
	OP25	Mauvais état d'entretien du sol	m	m Avertissement	
	OP47	Utilisation non autorisée de composts et déchets organiques ménagers et de boues de station d'épuration autres que celles des installations vitivinicoles (article D. 645-2 du code rural et de la pêche maritime).	G	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées.	
Autres pratiques culturales	OP26 (PPC)	Défaut d'enherbement des tournières et/ou de couvert végétal	m	m Avertissement et contrôle de mise en conformité.	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour la production des parcelles concernées.
	OP927 (PPC)	Non respect des règles du cahier des charges : bachage interdit	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour les parcelles concernées	
Irrigation	OP29	Non respect de l'interdiction	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour les parcelles concernées	

POINT A CONTROLER	CODE	LIBELLE MANQUEMENT	CLASSIFICATION MANQUEMENT	SANCTION	SANCTION SI ABSENCE DE MISE EN CONFORMITE ET/OU RECIDIVE
Maturité	OP30 (PPC)	Non respect de la richesse minimale en sucre des raisins	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC du lot considéré.	
	OP31 (PPC)	Non respect du Titre Alcoométrique Volumique Naturel Minimum (TAVNM)	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC du lot considéré.	
	OP32 (PPC)	Fiche de suivi de maturité non renseignée ou absence d'archivage du bulletin maturité	m	m Avertissement.	
	OP33 (PPC)	Absence d'enregistrement du degré probable d'encuvage (TAVNM)	m	m Avertissement.	
Récolte	OP36	Parcelle non totalement vendangée (article D. 645-11 du code rural et de la pêche maritime).	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour la part de la récolte concernée.	
Rendement	OP40 (PPC)	Absence de destruction des volumes produits au-delà des rendements autorisés (article D. 645-14 du code rural et de la pêche maritime).	G	G Suspension de l'habilitation jusqu'à mise en conformité	
	OP41 (PPC)	Absence d'attestation de livraison et de document d'accompagnement à la destruction (ex DPLC).	m	m Avertissement	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour un volume équivalent de vin de l'AOC en stock.
	OP42 (PPC)	Absence de destruction des volumes liés à un VSI (article D.645-15 du code rural et de la pêche maritime).	G	G Retrait du bénéfice de l'AOC d'un volume de vins encore en stock de la récolte considérée.	
	OP43 (PPC)	Absence d'attestation de livraison et de document d'accompagnement à la destruction (VSI).	m	m Avertissement.	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour un volume équivalent de vin de l'AOC en stock.
Entrée en production	OP45	Absence de destruction de la production éventuelle de jeunes vignes ou de vignes surgreffées (Art. D 645.8 du code rural et de la pêche maritime)	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC d'un volume de vins encore en stock de la récolte considérée	
	OP46	Revendication de la production des jeunes vignes ou des vignes surgreffées avant la date d'entrée en production	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour la part de récolte concernée Et éventuellement retrait du bénéfice de l'AOC d'un volume de vin encore en stock de la récolte considérée	

POINT A CONTROLER	CODE	LIBELLE MANQUEMENT	CLASSIFICATION MANQUEMENT	SANCTION	SANCTION SI ABSENCE DE MISE EN CONFORMITE ET/OU RECIDIVE
Chai et matériel	OP48 (PPC)	Non respect de la capacité globale de cuverie	m	m Avertissement et contrôle de mise en conformité dans un délai défini.	M Suspension de l'habilitation pour la partie vinification.
	OP49	Mauvais entretien du chai et du matériel	m	m Avertissement et contrôle de mise en conformité dans un délai défini.	M Suspension de l'habilitation pour la partie vinification.
Transformation Elaboration	OP118 (PPC)	Non respect des règles relatives à l'assemblage des cépages.	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour le lot considéré.	
	OP119	Non respect des règles relatives à l'assemblage des millésimes	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour le lot considéré.	
Pratiques œnologiques	OP53 (PPC)	Non respect des règles relatives à l'enrichissement (article D. 645-9 du code rural et de la pêche maritime)	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour le lot considéré.	
	OP54 (PPC)	Non respect du Titre Alcoométrique Volumique Maximum (TAVM) après enrichissement, au stade de la vinification (article D. 645-9 du code rural et de la pêche maritime)	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour le lot considéré	
	OP55 (PPC)	Registres de cave et/ou registre de TSE erronés ou non tenus à jour ou non mis à disposition	m	m Avertissement et contrôle de mise en conformité.	M Suspension de l'habilitation jusqu'à mise en conformité.
	OP117 (PPC)	Non respect des règles relatives à l'interdiction de l'utilisation de charbons œnologiques pour les vins rosés	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour le lot considéré.	
	OP402 (PPC)	Non respect des règles relatives au traitement thermique de la vendange (température>40°)	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour le lot considéré.	
	OP403 (PPC)	Non respect des règles relatives à l'interdiction de l'utilisation de morceaux de bois	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour le lot considéré.	

POINT A CONTROLER	CODE	LIBELLE MANQUEMENT	CLASSIFICATION MANQUEMENT	SANCTION	SANCTION SI ABSENCE DE MISE EN CONFORMITE ET/OU RECIDIVE
Conditionnement	OP58	Non mise à disposition des analyses avant conditionnement (article D. 645-18 du code rural et de la pêche maritime).	M	M Avertissement et contrôle supplémentaire.	M Contrôle cave lors de la campagne suivante
Exportation hors du territoire de l'union européenne (article D. 645-18 du code rural et de la pêche maritime)	OP59	Non mise à disposition des informations relatives au conditionnement identiques à celles figurant au registre des manipulations du règlement (CEE) 884/2001, et/ou non mise à disposition des analyses avant ou après conditionnement et/ou non mise à disposition des échantillons représentatifs des lots conditionnés.	m	m Avertissement.	M Contrôles supplémentaires produits
Stockage	OP60 (PPC)	Non respect des règles définies dans le cahier des charges.	M	M Avertissement et contrôle de mise en conformité dans un délai défini..	
Période au cours de laquelle les vins ne peuvent circuler entre entrepositaires agréés	OP62	Non respect des règles définies dans le cahier des charges	M	M Contrôle supplémentaire sur au moins un autre lot (analyse et dégustation).	G Retrait d'habilitation.
Déclaration de revendication	OP64 (PPC)	Erronée ou incohérente avec les divers documents notamment déclaration de récolte, SV11, SV12, liste des parcelles présentant un pourcentage de pieds de vigne morts ou manquants.	m	M Suspension de l'habilitation au delà d'un délai pour la mise à jour de la déclaration de revendication.	G Retrait d'habilitation.
	OP65 (PPC)	Hors délai.	m ou M (en fonction de la date de dépôt)	m Avertissement. M Avertissement et contrôle supplémentaire.	G Retrait d'habilitation.
Déclaration de déclassement	OP66	Non respect des délais et modalités définies dans le cahier des charges	m	m Avertissement et contrôle supplémentaire	M Retrait d'habilitation au-delà d'un délai pour la mise en conformité.
Information à l'organisme de	OP73	Absente (le vin a circulé sans autorisation...)	M	M contrôle supplémentaire sur un ou des produits.	G Retrait d'habilitation.

POINT A CONTROLLER	CODE	LIBELLE MANQUEMENT	CLASSIFICATION MANQUEMENT	SANCTION	SANCTION SI ABSENCE DE MISE EN CONFORMITE ET/OU RECIDIVE
contrôle selon les modalités définies dans le cahier des charges (et le plan de contrôle) - vin non conditionné faisant l'objet d'une transaction ou étant prêt à être mis à la consommation ; - vin non conditionné destiné à une expédition hors du territoire national, - vin allant faire ou ayant fait l'objet d'un conditionnement	OP74	Erronée (par exemple l'opérateur a omis de notifier que c'était un export, ...)	M	M contrôle supplémentaire sur un ou des produits.	G Retrait d'habilitation.
	OP75	Non respect des délais et modalités définies dans le cahier des charges (notamment registre de conditionnement fourni en retard, modification du volume concerné...)	m ou M (en fonction de l'information)	m Avertissement. M Avertissement et contrôle supplémentaire.	G Retrait d'habilitation.
Contrôle du produit : examens analytiques et examens organoleptiques	OP76 (PPC)	Refus du prélèvement par l'opérateur	G	G Retrait de l'habilitation	G Retrait de l'habilitation.
	OP77 (PPC)	Non mise à disposition des échantillons représentatifs des lots conditionnés (article D. 645-18 du code rural et de la pêche maritime)	M	M Avertissement et contrôle supplémentaire	G Retrait de l'habilitation.
	OP78 (PPC)	Incohérence des volumes constatée lors d'un prélèvement entre la réalité des vins entreposés dans le lieu d'entrepôt, la déclaration de transaction ou de conditionnement et les justifications des mouvements de vins	M	M Contrôle supplémentaire sur un produit.	G Retrait de l'habilitation.
	OP79 (PPC)	Identification cuverie non réalisée (absence du n° et du volume marqués sur les cuves de manière indélébile et appellation non mentionnée)	m	m Avertissement avec prélèvement reporté après constat du retour en conformité.	

POINT A CONTROLER	CODE	LIBELLE MANQUEMENT	CLASSIFICATION MANQUEMENT	SANCTION	SANCTION SI ABSENCE DE MISE EN CONFORMITE ET/OU RECIDIVE
	OP96	Assemblage du lot avec un autre vin entre deux prélèvements	M	M Contrôle supplémentaire de l'ensemble du volume restant en cave pour l'AOC et le millésime concerné et éventuellement d'une ou plusieurs autres AOC et/ou d'un autre millésime.	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour les volumes concernés et contrôle supplémentaire des 5 prochains lots présentés dans l'année qui suit le manquement.
Vins en transaction ou en petit vrac	OP80 (PPC)	Analyse non conforme mais pouvant évoluer favorablement (acide malique, acidité totale, sucres)	M	M Avertissement et contrôle de mise en conformité.	G Retrait du bénéfice de l'AOC
	OP82 (PPC)	Analyse non conforme qui ne peut pas évoluer favorablement (acidité volatile, SO2 total, TAV naturel minimum, TAV total, TAV acquis)	M	M Retrait du bénéfice de l'AOC pour le lot concerné Et contrôle d'un lot supplémentaire (analyse et dégustation).	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour le lot concerné Et contrôle d'au moins deux lots supplémentaires (analyse et dégustation).
	OP83 (PPC)	Analyse non conforme (acidité volatile, vin non loyal et marchand)	G	G Retrait du bénéfice de l'AOC (vin non loyal et marchand) Et obligation de destruction du lot concerné avec transmission à l'OC de la preuve de sa destruction Et contrôle d'un lot supplémentaire (analyse et dégustation).	
	OP714 (PPC)	examen organoleptique = constat avec défaut organoleptique de faible intensité et acceptabilité du produit au sein de sa famille	m	M avertissement	
	OP715 (PPC)	examen organoleptique = constat avec défauts organoleptiques d'intensité moyenne et acceptabilité du produit au sein de sa famille	M	avertissement + obligation de conservation du lot et contrôle supplémentaire sur le même lot	
	OP716 (PPC)	examen organoleptique = constat défavorable avec défaut d'intensité forte et/ou non acceptabilité du produit au sein de sa famille	G	Retrait du bénéfice de l'AOC sur le lot concerné	Retrait du bénéfice de l'AOC sur le lot concerné Contrôle supplémentaire sur d'autres lots et éventuellement suspension d'habilitation
	Vin mis à la consommation (bouteilles, bag in	OP88 (PPC)	Analyse non conforme	m	m Contrôle supplémentaire d'autres lots (2 lots minimum).

POINT A CONTROLER	CODE	LIBELLE MANQUEMENT	CLASSIFICATION MANQUEMENT	SANCTION	SANCTION SI ABSENCE DE MISE EN CONFORMITE ET/OU RECIDIVE
box, tirés bouchés)	OP91 (PPC)	Analyse non conforme (vin non loyal et marchand)	M	M Contrôle supplémentaire d'autres lots (3 lots minimum).	G Contrôle de plusieurs autres lots
	OP719 (PPC)	examen organoleptique = constat avec défaut organoleptique de faible intensité et acceptabilité du produit au sein de sa famille	m	m Avertissement.	M Contrôle supplémentaire d'autres lots (minimum 2 lots).
	OP720 (PPC)	examen organoleptique = constat avec défaut organoleptiques d'intensité moyenne et acceptabilité du produit au sein de sa famille	M	M Avertissement et contrôle supplémentaire soit à la vigne, soit à la cave, soit sur un autre produit.	M Contrôle supplémentaire d'autres lots (minimum 2 lots).
	OP721 (PPC)	examen organoleptique = constat défavorable avec défaut d'intensité forte et/ou non acceptabilité du produit au sein de sa famille	G	G Contrôle supplémentaire d'autres lots (minimum 3 lots).	G Contrôle supplémentaire d'autres lots (minimum 3 lots).
Règles de présentation et étiquetage	OP 114 (PPC)	Absence d'inscription de l'AOC dans la déclaration de récolte, dans les annonces, sur les prospectus, étiquettes, factures, récipients quelconques, alors qu'ils ont été présentés sous la-dite appellation et déclarés après la récolte, offerts au public, expédiés, mis en vente ou vendus	M	M Avertissement et contrôle supplémentaire.	G Retrait du bénéfice de l'AOC pour le lot concerné.
	OP 116 (PPC)	Non respect des dispositions relatives à l'étiquetage dans le cahier des charges	M	M Avertissement et contrôle supplémentaire.	G Retrait du bénéfice de l'AOC et éventuellement suspension d'habilitation.

ANNEXE I – LISTE DES DEFAUTS

VISUEL

Brunissement Cassé	Couleur altérée Décoloré	Filant Huileux	Plombé Taché
-----------------------	-----------------------------	-------------------	-----------------

NEZ / BOUCHE : DEFAUTS AROMATIQUES

<p style="text-align: center;">MICROBIEN</p> <table border="1"> <tr> <td>Ecurie Gouache Phénolé Pharmaceutique</td> <td>Piqué Acétique Acescent Aigre-doux</td> </tr> <tr> <td>Savonneux Géranium</td> <td>Bactérien Lactique Butyrique</td> </tr> </table>	Ecurie Gouache Phénolé Pharmaceutique	Piqué Acétique Acescent Aigre-doux	Savonneux Géranium	Bactérien Lactique Butyrique	<p style="text-align: center;">REDOX</p> <table border="1"> <tr> <td>Eventé Oxydé</td> <td>Résinique usé</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">Réduit Oignon Mercaptan H₂S Levure Lie Croupi Serpillière Putride</td> </tr> </table>	Eventé Oxydé	Résinique usé	Réduit Oignon Mercaptan H ₂ S Levure Lie Croupi Serpillière Putride	
Ecurie Gouache Phénolé Pharmaceutique	Piqué Acétique Acescent Aigre-doux								
Savonneux Géranium	Bactérien Lactique Butyrique								
Eventé Oxydé	Résinique usé								
Réduit Oignon Mercaptan H ₂ S Levure Lie Croupi Serpillière Putride									
<p style="text-align: center;">POLLUTION</p> <p>Bouchonné SO₂ Papier Plastique Caoutchouc Solvant Hydrocarbure Poussiéreux Ciment Goudron Métallique Cuivre Rance</p>	<p style="text-align: center;">MATIERE PREMIERE</p> <table border="1"> <tr> <td>Botrytis Champignon Iodé Phéniqué</td> <td>Poivron Rafle Herbacé</td> </tr> </table> <p>Terreux Moisi Pourri Cuit Foxé</p>	Botrytis Champignon Iodé Phéniqué	Poivron Rafle Herbacé						
Botrytis Champignon Iodé Phéniqué	Poivron Rafle Herbacé								

BOUCHE

<p style="text-align: center;">INSUFFISANCE</p> <p>Creux Maigre Squelettique Plat Dilué</p>	<p style="text-align: center;">DESEQUILIBRE</p> <p>Acide Sec Asséchant Amer Apre Astringent Sirupeux Mou Doucereux Alcooleux Lourd</p>
--	---

AOC SAINT-POURCAIN**ANNEXE AU PLAN DE CONTROLE V0 du 26/06/14****ANNEXE APPROUVEE LE 11 AOUT 2020****Dispositif de contrôle du VCI (Volume Complémentaire Individuel)**

Vu la proposition de l'organisme de certification « SIQOCERT », représenté par son président ;

Vu l'avis du syndicat « des viticulteurs de Saint-Pourçain », reconnu Organisme de Défense et de Gestion, représenté par son président ;

Vu le cahier des charges de l'appellation d'origine « Saint-Pourçain » homologué par décret.

1- INTRODUCTION

Cette annexe précise les mesures de contrôle afférentes à la production et à la revendication des volumes complémentaires individuels (VCI) pour l'AOC Saint Pourçain, uniquement pour les vins rouges et les vins blancs.

2- OBLIGATIONS DE L'ODG ET EVALUATION DE L'ODG PAR L'OC (Organisme de Contrôle)

L'ODG met en place un tableau permettant la collecte des données collectives et le renseigne avant le 30 juin de l'année suivant la récolte.

L'ODG doit transmettre à l'OC la liste des opérateurs ayant déclarés du VCI en année N, au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

Lors de l'évaluation de l'ODG, l'OC vérifie la transmission des données collectives relatives au VCI (à l'OC et à l'INAO) et procède à un contrôle de dossiers par sondage.

3- REGISTRE

Les opérateurs détenteurs de VCI tiennent à jour un registre faisant apparaître par millésime les VCI constitués, détruits et revendiqués. Les vinificateurs détiennent, le cas échéant, les attestations de destruction des VCI non revendiqués.

4- METHODES ET FREQUENCES DE CONTROLE DU VCI

POINT À CONTROLER	METHODOLOGIE				FREQUENCE GLOBALE DE CONTROLE
	REFERENCES	AUTOCONTROLES	CONTROLES INTERNES	CONTROLES EXTERNES	
			Méthode	Méthode	
ODG					
Obligations déclaratives : gestion par l'ODG des déclarations de revendication et de production (<i>dont contrôle VCI</i>)			Non concerné	Vérification documentaire, par sondage, des contrôles réalisés- 2 audits ODG	2 audits ODG
Transmission des données collectives liées au VCI de l'ODG à l'INAO et à SIQOCERT			Non concerné	Vérification documentaire de la date et de la forme- 2 audits ODG	2 audits ODG
OPERATEURS					
Capacité globale de la cuverie de vinification et de stockage	Respect de la capacité de cuverie	Respect du CDC et du code rural et de la pêche maritime Plan de cave	Contrôle terrain et/ou documentaire 15% de l'ensemble des opérateurs habilités	Contrôle terrain 5% de l'ensemble des opérateurs habilités	20% des opérateurs habilités
Tenue du registre VCI	Toute opération relative aux VCI fait l'objet d'une inscription dans un registre spécifique tenu par le producteur, qui précise notamment les récipients où sont stockés les VCI	Tenue du registre VCI Plan de cave	Contrôle documentaire des volumes Ce contrôle a lieu lors de l'enregistrement de la déclaration de récolte + DREV + DRM ou registre entrée/sortie 100% de l'ensemble des opérateurs déclarants du VCI	Contrôle documentaire 100% des déclarations des opérateurs déclarants du VCI	100% des déclarants de VCI

Respect des délais de mise à la consommation du VCI	Registres de cave	Respect du délai Tenue des registres de chai	Contrôle documentaire sur le registre de sortie 15% de l'ensemble des opérateurs habilités	Contrôle documentaire. 5% de l'ensemble des opérateurs habilités	20% des opérateurs habilités
Le volume de vins stockés au titre du VCI figure sur la déclaration de stock	Déclaration de stock	Respect des informations à porter sur la déclaration de stock	Contrôle documentaire 15% de l'ensemble des opérateurs habilités	Contrôle documentaire. 5% de l'ensemble des opérateurs habilités	20% des opérateurs habilités
Destruction des VCI non revendiqués	Attestations de livraison des vins aux usages industriels	Respect des règles Conservation des attestations de livraison des vins aux usages industriels	Contrôle documentaire des attestations de livraison des vins aux usages industriels 15% de l'ensemble des opérateurs habilités	Contrôle documentaire. 5% de l'ensemble des opérateurs habilités	20% des opérateurs habilités
Interdiction de conditionnement du VCI avant revendication	Registre de conditionnement	Respect des règles	Contrôle terrain 15% de l'ensemble des opérateurs habilités	Contrôle terrain 5% de l'ensemble des opérateurs habilités	20% des opérateurs habilités
Stockage VCI		Respect des règles Tenue du plan de cave	Contrôle terrain 15% de l'ensemble des opérateurs habilités	Contrôle terrain 5% de l'ensemble des opérateurs habilités	20% des opérateurs habilités
Revendication du VCI	Déclaration de revendication Registre VCI	Respect des règles Tenue du registre, de la DR, de la DREV	Contrôle documentaire 100% des opérateurs déclarants du VCI – DR/DREV	Contrôle documentaire 100% des opérateurs déclarants du VCI – DR/DREV	100% des opérateurs déclarants du VCI
Contrôle produit	Application des fréquences contrôle produit du plan de contrôle en vigueur				

5- TRAITEMENT DES MANQUEMENTS ODG

Point à contrôler	Code	Manquements	Gravité	Mesure de traitement des manquements
Obligations déclaratives gérées par l'ODG	ODG14	Erreur dans le suivi du VCI	m	Mise en conformité dans un délai défini et information des services de l'INAO
	ODG14R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Mise en conformité dans un délai défini avec audit supplémentaire à la charge de l'ODG et information des services de l'INAO
Transmission des données collectives liées au VCI de l'ODG à l'INAO et à SIQOCERT	ODG15	Absence de transmission des données collectives à l'OC et/ou à l'INAO	m	Contrôle supplémentaire à la charge de l'ODG et information des services de l'INAO
	ODG15R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Mise en conformité dans un délai défini avec audit supplémentaire à la charge de l'ODG et transmission à l'INAO

6- TRAITEMENTS DES MANQUEMENTS OPERATEUR

Point à contrôler	Code	Manquements	Gravité	Mesure de traitement des manquements
VCI	OP121a	Absence ou tenue erronée du registre de VCI et/ou de la déclaration de stock	G	Destruction des volumes revendiqués en VCI et information des services de l'INAO
	OP121aR		G si non mise en conformité et/ou récidive	Suspension d'habilitation avec délai de mise en conformité du registre VCI et/ou déclaration de stock et retrait d'habilitation en cas de non mise en conformité dans le délai accordé.
	OP121b	Dépassement du volume de VCI	M	Destruction des volumes en surplus déclarés en VCI
	OP121bR		G si non mise en conformité et/ou récidive	Retrait du bénéfice de l'appellation pour tous les volumes déclarés en VCI de l'année concernée

OP121c	non-respect de la date de blocage du VCI	M	Destruction de volume équivalent
OP121cR		G si non mise en conformité et/ou récidive	Contrôle(s) supplémentaire(s) (produit ou audit cuverie) et destruction de volume équivalent
OP121d	VCI non détruit en cas de non revendication, de diminution de surface ou de cessation d'activité	M	Destruction d'un volume équivalent
OP121dR		G si non mise en conformité et/ou récidive	Suspension d'habilitation avec délai de mise en conformité par envoi d'éléments attestant la destruction des VCI et retrait d'habilitation en cas de non mise en conformité dans le délai accordé ou Retrait d'habilitation
OP121e	Conditionnement avant la revendication	m	Avertissement et remise en cercle (débouchage et remise en élevage)
OP121eR		M si non mise en conformité et/ou récidive	Remise en cercle (débouchage et remise en élevage) ou destruction du (des) lot(s) conditionné(s)
OP121f	stockage non séparé avant la revendication	m	Avertissement
OP121fR		M si non mise en conformité et/ou récidive	Contrôle produit supplémentaire et / ou destruction de volume équivalent

Les manquements liés à la capacité de cuverie, à la déclaration de revendication erronée ou absente (VCI inclus) et aux contrôles produits existent déjà dans le plan de contrôle de l'AOC Saint Pourçain en vigueur.

OC SIQOCERT

ODG « Syndicat des viticulteurs
du Saint-Pourçain »

AOC SAINT-POURCAIN

ANNEXE n°2 AU PLAN DE CONTROLE V0 du 26/06/14

Vu la proposition de l'organisme de certification « SIQOCERT », représenté par son président ;
Vu l'avis du syndicat « des viticulteurs de Saint-Pourçain », reconnu Organisme de Défense et de Gestion, représenté par son président ;
Vu le cahier des charges de l'appellation d'origine « Saint-Pourçain » homologué.

1- INTRODUCTION

Cette annexe précise les mesures de contrôle afférentes au cahier des charges modifié de l'AOC Saint Pourçain

2- CONTROLE DE L'IRRIGATION

2-1 OBLIGATIONS DE L'ODG et contrôle de l'Organisme de contrôle

Lorsqu'une dérogation à l'interdiction d'irrigation est présente dans le cahier des charges de l'appellation, le périmètre de contrôle doit être déterminé.

A cette fin, les conditions d'application du décret n° 2017-1327 du 8 septembre 2017 relatif à l'irrigation des vignes aptes à la production de vins à appellation d'origine contrôlée reposent sur de nouveaux éléments déclaratifs :

- Déclaratif des éléments structurels liés à la possibilité de recours à l'irrigation sur l'exploitation : **disposition qui permet de lister les exploitations susceptibles d'irriguer.**
- Déclaratif des parcelles irrigables de l'exploitation : **disposition qui permet de lister les parcelles de l'exploitation susceptibles d'être irriguées.**
- Déclaratif de déclenchement effectif de l'irrigation : **disposition qui permet de lister les parcelles irriguées, de connaître l'effectivité de l'irrigation avant son déclenchement.**

Pour ce faire, le modèle de déclaration d'identification validé par la directrice de l'INAO ou le cas échéant, la déclaration d'affectation parcellaire doit recueillir les informations suivantes :

- Exploitation pouvant recourir à l'irrigation oui/non,
- système d'irrigation fixe oui/non,
- précision sur le type de ressource en eaux.

Pour les opérateurs déjà habilités, l'ODG met en œuvre le recensement et transmet cette information à l'organisme de contrôle, au plus tard, avant le 15 mai.

Ce recensement est évalué par l'organisme de contrôle au cours des évaluations de l'ODG. Les manquements constatés peuvent donner lieu à un contrôle supplémentaire en premier constat et une information de l'INAO.

Thématique	Points à évaluer lors de l'évaluation initiale	Points à évaluer au cours de l'évaluation de suivi	Méthode	Fréquence globale
Irrigation	Néant	Gestion des déclaratifs spécifiques à l'irrigation	Contrôle documentaire : -Recensement des exploitations susceptibles d'irriguer, les parcelles potentiellement irrigables, leur système d'irrigation et les ressources. -Liste des parcelles irrigables	2 audits ODG/an
		Transmission des informations à l'OC	Contrôle documentaire : Transmission à l'Organisme de contrôle au plus tard le 15 mai l'année en cours	2 audits ODG/an

2-2 CONTROLES DES OPERATEURS ET DES PRODUITS

Point à contrôler	Contrôle interne réalisé par l'ODG	Contrôle externe réalisé par l'OC	Fréquence globale de contrôle
Charge maximale moyenne (CMMP) à la parcelle des parcelles irriguées	10% des surfaces irriguées/an Méthodologie : Contrôle physique par estimation de la charge à la parcelle à compter de la véraison.	10% des surfaces irriguées/an Méthodologie : Contrôle physique par estimation de la charge à la parcelle à compter de la véraison.	100% de la fréquence globale de contrôle des conditions de production au vignoble, soit 20% des surfaces irriguées /an
Déclaration d'irrigation auprès de l'organisme de contrôle agréé	10%/an des opérateurs de l'AOC potentiellement irrigant mais n'ayant pas fait de déclaratif. Méthodologie : Contrôle physique des parcelles « irrigables » et présence d'une	10%/an des opérateurs de l'AOC potentiellement irrigant mais n'ayant pas fait de déclaratif. Méthodologie : Contrôle physique des parcelles « irrigables » et présence d'une	20% / an des opérateurs de l'appellation potentiellement irrigants mais n'ayant pas fait de déclaratif d'irrigation.

	déclaration en cas d'irrigation.	déclaration en cas d'irrigation.	
Respect des dates d'irrigation	<i>10%/an des opérateurs de l'AOC potentiellement irrigant mais n'ayant pas fait de déclaratif.</i>	<i>10%/an des opérateurs de l'AOC potentiellement irrigant mais n'ayant pas fait de déclaratif.</i>	20% / an des opérateurs de l'appellation potentiellement irrigants mais n'ayant pas fait de déclaratif d'irrigation.

3- TRAITEMENT DES MANQUEMENTS :

3-1 TRAITEMENT DES MANQUEMENTS ODG

Point à contrôler	Code	Manquements	Gravité	Mesure de traitement des manquements
Gestion des déclaratifs spécifiques à l'irrigation	ODG37	Recensement non fait ou incomplet	G	Mise en conformité dans un délai défini et information des services de l'INAO
	ODG37R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Mise en conformité dans un délai défini avec audit supplémentaire à la charge de l'ODG et transmission à l'INAO
Transmission des informations à l'OC	ODG38	Absence d'information transmises à l'OC	G	Mise en conformité dans un délai défini avec audit supplémentaire à la charge de l'ODG et transmission à l'INAO
	ODG38R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Mise en conformité dans un délai défini avec audit supplémentaire à la charge de l'ODG et transmission à l'INAO
Transmission des informations à l'OC	ODG39	Transmission à l'OC hors délai	m	Mise en conformité dans un délai défini et information des services de l'INAO
	ODG39R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Mise en conformité dans un délai défini avec audit supplémentaire à la charge de l'ODG et transmission à l'INAO

3-2 TRAITEMENTS DES MANQUEMENTS OPERATEUR

Point à contrôler	Code	Manquements	Gravité	Mesure de traitement des manquements
Déclaration d'irrigation auprès de l'organisme de contrôle agréé	OP201	Absence de déclaration ou déclaration d'irrigation fournie hors délai	G	Retrait du bénéfice de l'appellation pour la production de la parcelle
	OP201R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Retrait du bénéfice de l'appellation pour la production de la parcelle + contrôle supplémentaire l'année suivante
Charge maximale moyenne (CMMP) à la parcelle des parcelles irriguées	OP202	CMMP de parcelle irriguée supérieure à la CMMP correspondant au rendement du CdC ou au rendement fixé pour la récolte si celui-ci est inférieur au cahier des charges (1)	M	Contrôle supplémentaire avant la récolte si le constat a été réalisé dans des délais nécessaires. Contrôle supplémentaire renforcé avant la récolte suivante si le constat a été réalisé dans des délais ne permettant pas une contre-visite.
	OP202R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Retrait du bénéfice de l'appellation pour la production de la parcelle et/ou retrait d'habilitation selon les cas.
Respect des dates d'irrigation	OP203	Non-respect des dates d'autorisations d'irrigation	G	Retrait du bénéfice de l'appellation pour les parcelles concernées
	OP203R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Retrait du bénéfice de l'appellation pour la production de la parcelle + Contrôle supplémentaire sur l'ensemble de l'exploitation pour l'année en cours (A l'occasion du contrôle supplémentaire)

(1) Le contrôle à la parcelle étant celui de la CMMP, la CMMP n'étant pas modifiée *a posteriori*, même en cas de rendement annuel inférieur au cahier des charges, cette situation, rare mais possible, ne constitue pas un obstacle au contrôle.

4- AUTRES POINTS MODIFIES

Ajout de points de contrôle et mesures de traitement des manquements

Point à contrôler	Méthodologie	Contrôle interne réalisé par l'ODG	Contrôle externe réalisé par l'OC	Fréquence globale de contrôle
Déclaration de renonciation à produire	Tout opérateur ne souhaitant pas produire un vin d'appellation sur des parcelles de vigne classées dans l'aire délimitée de l'appellation s'oblige à renoncer à la production de l'appellation par une déclaration de renonciation précisant la liste de ces parcelles auprès de l'organisme de défense et de gestion avant le 31 juillet. L'ODG transmet cette information à l'organisme de contrôle agréé dans les meilleurs délais.	Contrôle documentaire 100% des déclarations	Contrôle documentaire. 100% des déclarations	Contrôle documentaire. 100% des déclarations
Déclaration de conditionnement	Tout opérateur adresse une déclaration récapitulative trimestrielle des conditionnements, auprès de l'organisme de défense et gestion et de l'organisme de contrôle agréé, dans des délais fixés dans le plan de contrôle.	Néant	Contrôle documentaire 100% des déclarations	Contrôle documentaire 100% des déclarations
Déclaration préalable de la transaction et retraiton	Tout opérateur déclare chaque transaction en vrac, auprès de l'organisme de défense et gestion et de l'organisme de contrôle agréé, dans des délais fixés dans le plan de contrôle.	Néant	Contrôle documentaire 100% des déclarations	Contrôle documentaire 100% des déclarations
Plan de cave	Tenue, affichage dans la cave et fourniture à l'OC d'un plan de cave (localisation de l'emplacement de l'ensemble des contenants au sein des	15% des opérateurs sur le site	5% des opérateurs sur le site	20% des opérateurs sur le site

	bâtiments, volume des contenants, numéros et nature des cuves)			
Point à contrôler	Code	Manquements	Gravité	Mesure de traitement des manquements
Déclaration de renonciation à produire	OP204	Absence de déclaration	mineur	Avertissement et mise en conformité dans un délai
Plan de cave	OP205	Plan inexistant et/ou contenant des erreurs	mineur	Avertissement et mise en conformité dans un délai

Les manquements relatifs aux points de contrôles « déclaration de conditionnement » et « Déclaration préalable de la transaction et retraitaison » sont déjà repris dans le plan de contrôle sous les codes OP73, OP74 et OP75.

Suppression des points à contrôler et des mesures associées de traitements des manquements suivants :

- Respect de l'interdiction du traitement thermique de la vendange – OP402
- Disposition relative au transport entre entrepositaires -OP62
- Déclaration d'intention de conditionnement ou de transaction en vrac d'un vin d'un nouveau millésime.
- Déclaration de renouvellement des tournières
- Déclaration d'ébourgeonnage
- Irrigation – non-respect de l'interdiction – OP29

Modification des intitulés des points à contrôler suivants :

- « Parcelles ayant fait l'objet d'une identification parcellaire » est supprimé et remplacé par « Appartenance des parcelles plantées à l'aire parcellaire délimitée ».
- « Entretien du couvert végétal des tournières » est supprimé et remplacé par « Enherbement permanent du contour des parcelles (tournières et espaces inter parcellaires non plantés ou non cultivés) ».

Les mesures de traitements des manquements sont inchangées.

Suppression de la liste des points principaux à contrôler (PPC) et des manquements y afférents. Les points de contrôles sont toujours existants et les mesures de traitements des manquements sont inchangées.

- Capacité globale de cuverie ; OP48 : Non-respect de la capacité globale de cuverie

- Lieu de stockage ; OP60 : Stockage - Non-respect des règles définies dans le cahier des charges.
- Seuil de manquants ; OP 22 : Liste des parcelles présentant des pieds morts ou manquants non tenue à jour, absence de la liste ou liste erronée dans le cas où des parcelles devraient y figurer.
- Etiquetage ; OP114 et OP116 : Règles de présentation et étiquetage
- Autres pratiques culturales ; OP26 : Défaut d'enherbement des tournières et/ou de couvert végétal.
- Registre de cave ; OP55 : Registres de cave et/ou registre de TSE erronés ou non tenus à jour ou non mis à disposition
- Palissage. OP14 : Non-respect des règles de palissage.
- Hauteur de feuillage ; OP15 : Non-respect des règles de hauteur de feuillage.

Ajout à la liste des points principaux à contrôler (PPC) et les manquements y afférents :

Les points de contrôles sont existants et les mesures de traitements des manquements sont inchangées.

- Irrigation (détaillé ci-dessus)
- Entrée en production des jeunes vignes ; OP45 et OP46

OC SIQOCERT

ODG « Syndicat des viticulteurs
du Saint-Pourçain »

AOC SAINT-POURCAIN

ANNEXE n°2 AU PLAN DE CONTROLE V0 du 26/06/14

Vu la proposition de l'organisme de certification « SIQOCERT », représenté par son président ;
Vu l'avis du syndicat « des viticulteurs de Saint-Pourçain », reconnu Organisme de Défense et de Gestion, représenté par son président ;
Vu le cahier des charges de l'appellation d'origine « Saint-Pourçain » homologué.

1- INTRODUCTION

Cette annexe précise les mesures de contrôle afférentes au cahier des charges modifié de l'AOC Saint Pourçain

2- CONTROLE DE L'IRRIGATION

2-1 OBLIGATIONS DE L'ODG et contrôle de l'Organisme de contrôle

Lorsqu'une dérogation à l'interdiction d'irrigation est présente dans le cahier des charges de l'appellation, le périmètre de contrôle doit être déterminé.

A cette fin, les conditions d'application du décret n° 2017-1327 du 8 septembre 2017 relatif à l'irrigation des vignes aptes à la production de vins à appellation d'origine contrôlée reposent sur de nouveaux éléments déclaratifs :

- Déclaratif des éléments structurels liés à la possibilité de recours à l'irrigation sur l'exploitation : **disposition qui permet de lister les exploitations susceptibles d'irriguer.**
- Déclaratif des parcelles irrigables de l'exploitation : **disposition qui permet de lister les parcelles de l'exploitation susceptibles d'être irriguées.**
- Déclaratif de déclenchement effectif de l'irrigation : **disposition qui permet de lister les parcelles irriguées, de connaître l'effectivité de l'irrigation avant son déclenchement.**

Pour ce faire, le modèle de déclaration d'identification validé par la directrice de l'INAO ou le cas échéant, la déclaration d'affectation parcellaire doit recueillir les informations suivantes :

- Exploitation pouvant recourir à l'irrigation oui/non,
- système d'irrigation fixe oui/non,
- précision sur le type de ressource en eaux.

Pour les opérateurs déjà habilités, l'ODG met en œuvre le recensement et transmet cette information à l'organisme de contrôle, au plus tard, avant le 15 mai.

Ce recensement est évalué par l'organisme de contrôle au cours des évaluations de l'ODG. Les manquements constatés peuvent donner lieu à un contrôle supplémentaire en premier constat et une information de l'INAO.

Thématique	Points à évaluer lors de l'évaluation initiale	Points à évaluer au cours de l'évaluation de suivi	Méthode	Fréquence globale
Irrigation	Néant	Gestion des déclaratifs spécifiques à l'irrigation	Contrôle documentaire : -Recensement des exploitations susceptibles d'irriguer, les parcelles potentiellement irrigables, leur système d'irrigation et les ressources. -Liste des parcelles irrigables	2 audits ODG/an
		Transmission des informations à l'OC	Contrôle documentaire : Transmission à l'Organisme de contrôle au plus tard le 15 mai l'année en cours	2 audits ODG/an

2-2 CONTROLES DES OPERATEURS ET DES PRODUITS

Point à contrôler	Contrôle interne réalisé par l'ODG	Contrôle externe réalisé par l'OC	Fréquence globale de contrôle
Charge maximale moyenne (CMMP) à la parcelle des parcelles irriguées	10% des surfaces irriguées/an Méthodologie : Contrôle physique par estimation de la charge à la parcelle à compter de la véraison.	10% des surfaces irriguées/an Méthodologie : Contrôle physique par estimation de la charge à la parcelle à compter de la véraison.	100% de la fréquence globale de contrôle des conditions de production au vignoble, soit 20% des surfaces irriguées /an
Déclaration d'irrigation auprès de l'organisme de contrôle agréé	10%/an des opérateurs de l'AOC potentiellement irrigant mais n'ayant pas fait de déclaratif. Méthodologie : Contrôle physique des parcelles « irrigables » et présence d'une	10%/an des opérateurs de l'AOC potentiellement irrigant mais n'ayant pas fait de déclaratif. Méthodologie : Contrôle physique des parcelles « irrigables » et présence d'une	20% / an des opérateurs de l'appellation potentiellement irrigants mais n'ayant pas fait de déclaratif d'irrigation.

	déclaration en cas d'irrigation.	déclaration en cas d'irrigation.	
Respect des dates d'irrigation	<i>10%/an des opérateurs de l'AOC potentiellement irrigant mais n'ayant pas fait de déclaratif.</i>	<i>10%/an des opérateurs de l'AOC potentiellement irrigant mais n'ayant pas fait de déclaratif.</i>	20% / an des opérateurs de l'appellation potentiellement irrigants mais n'ayant pas fait de déclaratif d'irrigation.

3- TRAITEMENT DES MANQUEMENTS :

3-1 TRAITEMENT DES MANQUEMENTS ODG

Point à contrôler	Code	Manquements	Gravité	Mesure de traitement des manquements
Gestion des déclaratifs spécifiques à l'irrigation	ODG37	Recensement non fait ou incomplet	G	Mise en conformité dans un délai défini et information des services de l'INAO
	ODG37R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Mise en conformité dans un délai défini avec audit supplémentaire à la charge de l'ODG et transmission à l'INAO
Transmission des informations à l'OC	ODG38	Absence d'information transmises à l'OC	G	Mise en conformité dans un délai défini avec audit supplémentaire à la charge de l'ODG et transmission à l'INAO
	ODG38R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Mise en conformité dans un délai défini avec audit supplémentaire à la charge de l'ODG et transmission à l'INAO
Transmission des informations à l'OC	ODG39	Transmission à l'OC hors délai	m	Mise en conformité dans un délai défini et information des services de l'INAO
	ODG39R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Mise en conformité dans un délai défini avec audit supplémentaire à la charge de l'ODG et transmission à l'INAO

3-2 TRAITEMENTS DES MANQUEMENTS OPERATEUR

Point à contrôler	Code	Manquements	Gravité	Mesure de traitement des manquements
Déclaration d'irrigation auprès de l'organisme de contrôle agréé	OP201	Absence de déclaration ou déclaration d'irrigation fournie hors délai	G	Retrait du bénéfice de l'appellation pour la production de la parcelle
	OP201R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Retrait du bénéfice de l'appellation pour la production de la parcelle + contrôle supplémentaire l'année suivante
Charge maximale moyenne (CMMP) à la parcelle des parcelles irriguées	OP202	CMMP de parcelle irriguée supérieure à la CMMP correspondant au rendement du CdC ou au rendement fixé pour la récolte si celui-ci est inférieur au cahier des charges (1)	M	Contrôle supplémentaire avant la récolte si le constat a été réalisé dans des délais nécessaires. Contrôle supplémentaire renforcé avant la récolte suivante si le constat a été réalisé dans des délais ne permettant pas une contre-visite.
	OP202R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Retrait du bénéfice de l'appellation pour la production de la parcelle et/ou retrait d'habilitation selon les cas.
Respect des dates d'irrigation	OP203	Non-respect des dates d'autorisations d'irrigation	G	Retrait du bénéfice de l'appellation pour les parcelles concernées
	OP203R		G si non mise en conformité et/ou récidive	Retrait du bénéfice de l'appellation pour la production de la parcelle + Contrôle supplémentaire sur l'ensemble de l'exploitation pour l'année en cours (A l'occasion du contrôle supplémentaire)

(1) Le contrôle à la parcelle étant celui de la CMMP, la CMMP n'étant pas modifiée *a posteriori*, même en cas de rendement annuel inférieur au cahier des charges, cette situation, rare mais possible, ne constitue pas un obstacle au contrôle.

4- AUTRES POINTS MODIFIES

Ajout de points de contrôle et mesures de traitement des manquements

Point à contrôler	Méthodologie	Contrôle interne réalisé par l'ODG	Contrôle externe réalisé par l'OC	Fréquence globale de contrôle
Déclaration de renonciation à produire	Tout opérateur ne souhaitant pas produire un vin d'appellation sur des parcelles de vigne classées dans l'aire délimitée de l'appellation s'oblige à renoncer à la production de l'appellation par une déclaration de renonciation précisant la liste de ces parcelles auprès de l'organisme de défense et de gestion avant le 31 juillet. L'ODG transmet cette information à l'organisme de contrôle agréé dans les meilleurs délais.	Contrôle documentaire 100% des déclarations	Contrôle documentaire. 100% des déclarations	Contrôle documentaire. 100% des déclarations
Déclaration de conditionnement	Tout opérateur adresse une déclaration récapitulative trimestrielle des conditionnements, auprès de l'organisme de défense et gestion et de l'organisme de contrôle agréé, dans des délais fixés dans le plan de contrôle.	Néant	Contrôle documentaire 100% des déclarations	Contrôle documentaire 100% des déclarations
Déclaration préalable de la transaction et retraiton	Tout opérateur déclare chaque transaction en vrac, auprès de l'organisme de défense et gestion et de l'organisme de contrôle agréé, dans des délais fixés dans le plan de contrôle.	Néant	Contrôle documentaire 100% des déclarations	Contrôle documentaire 100% des déclarations
Plan de cave	Tenue, affichage dans la cave et fourniture à l'OC d'un plan de cave (localisation de l'emplacement de l'ensemble des contenants au sein des	15% des opérateurs sur le site	5% des opérateurs sur le site	20% des opérateurs sur le site

	bâtiments, volume des contenants, numéros et nature des cuves)			
Point à contrôler	Code	Manquements	Gravité	Mesure de traitement des manquements
Déclaration de renonciation à produire	OP204	Absence de déclaration	mineur	Avertissement et mise en conformité dans un délai
Plan de cave	OP205	Plan inexistant et/ou contenant des erreurs	mineur	Avertissement et mise en conformité dans un délai

Les manquements relatifs aux points de contrôles « déclaration de conditionnement » et « Déclaration préalable de la transaction et retraitaison » sont déjà repris dans le plan de contrôle sous les codes OP73, OP74 et OP75.

Suppression des points à contrôler et des mesures associées de traitements des manquements suivants :

- Respect de l'interdiction du traitement thermique de la vendange – OP402
- Disposition relative au transport entre entrepositaires -OP62
- Déclaration d'intention de conditionnement ou de transaction en vrac d'un vin d'un nouveau millésime.
- Déclaration de renouvellement des tournières
- Déclaration d'ébourgeonnage
- Irrigation – non-respect de l'interdiction – OP29

Modification des intitulés des points à contrôler suivants :

- « Parcelles ayant fait l'objet d'une identification parcellaire » est supprimé et remplacé par « Appartenance des parcelles plantées à l'aire parcellaire délimitée ».
- « Entretien du couvert végétal des tournières » est supprimé et remplacé par « Enherbement permanent du contour des parcelles (tournières et espaces inter parcellaires non plantés ou non cultivés) ».

Les mesures de traitements des manquements sont inchangées.

Suppression de la liste des points principaux à contrôler (PPC) et des manquements y afférents. Les points de contrôles sont toujours existants et les mesures de traitements des manquements sont inchangées.

- Capacité globale de cuverie ; OP48 : Non-respect de la capacité globale de cuverie

- Lieu de stockage ; OP60 : Stockage - Non-respect des règles définies dans le cahier des charges.
- Seuil de manquants ; OP 22 : Liste des parcelles présentant des pieds morts ou manquants non tenue à jour, absence de la liste ou liste erronée dans le cas où des parcelles devraient y figurer.
- Etiquetage ; OP114 et OP116 : Règles de présentation et étiquetage
- Autres pratiques culturales ; OP26 : Défaut d'enherbement des tournières et/ou de couvert végétal.
- Registre de cave ; OP55 : Registres de cave et/ou registre de TSE erronés ou non tenus à jour ou non mis à disposition
- Palissage. OP14 : Non-respect des règles de palissage.
- Hauteur de feuillage ; OP15 : Non-respect des règles de hauteur de feuillage.

Ajout à la liste des points principaux à contrôler (PPC) et les manquements y afférents :

Les points de contrôles sont existants et les mesures de traitements des manquements sont inchangées.

- Irrigation (détaillé ci-dessus)
- Entrée en production des jeunes vignes ; OP45 et OP46